

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-058

DU 28 JANVIER 2022

POLITIQUE DE RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS - 1ER RAPPORT 2022 - TARIFICATION - MARCHÉ D'URGENCE - RÈGLEMENT FCRSH - ACTIONS DE GÉNÉRALISATION DES PRODUITS LOCAUX ET BIOLOGIQUES - CONVENTIONS D'HÉBERGEMENT.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ;

VU la délibération n° CR 85-46 du 11 décembre 1985 créant un fonds commun régional des services d'hébergement des lycées d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 117-08 du 20 novembre 2008 relative à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées ;

VU la délibération n° CR 128-08 du 20 novembre 2008 relative à la tarification des lycées franciliens pour l'année 2009 : extension de l'assiette du FCRSH aux recettes issues des commensaux et des passagers de la demi-pension ;

VU la délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à l'action pour la réussite et l'égalité des lycéen-n-es ;

VU la délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU la délibération n° CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Île-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

VU la délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU la délibération n° CP 2019-110 du 19 mars 2019 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics – mars 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-174 du 27 mai 2020 relative à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires franciliens - Ajustement des dotations au titre de l'année 2019 ;

VU la délibération n° CP 2021-081 du 21 janvier 2021 relative à la « Politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens – 1^{er} rapport pour 2021. Marché de livraison de repas d'urgence pour les lycéens franciliens. Actions pour la généralisation des produits locaux et biologiques dans les restaurants scolaires dans les restaurants scolaires des lycées. Avenant n°1 à la convention de groupement des lycées anciennement gérés par la ville de Paris et la région Île-de-France.

VU la délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021 relative au plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire l'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 portant aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ou son Président ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le rapport n° CP 2022-058 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-058 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les dotations afférentes au versement de la deuxième avance de compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2021-2022 qui s'élèvent à **2 032 614€**, conformément à la répartition figurant en annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 032 614€**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2022.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes au versement du solde de la compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **149 577€**, conformément à la répartition figurant en annexe II à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **149 577€**, disponible sur le chapitre

932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2022.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **250 000 €** destinée au financement des frais annexes de mise en œuvre des différents supports et outils de la tarification au quotient familial, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2022.

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **400 000 €** au titre du marché d'urgence restauration pour l'année 2021 sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » du budget 2021 programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2022.

Article 5 :

Approuve la mise en place d'une mission d'accompagnement pour identifier et qualifier les producteurs franciliens en préparation du marché de fruits et légumes de la centrale d'achat régionale dont le budget s'élève à **60 000€**.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **60 000€** disponibles sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) « Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées », action 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2022.

Article 6 :

Approuve le déploiement du logiciel de gestion de la restauration sur 180 lycées dont le budget s'élève à **300 000€** en investissement et **200 000€** en fonctionnement.

Affecte à ce titre une autorisation de programme provisionnelle de **300 000 €** disponibles sur le chapitre budgétaire 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-008 (122008) « Équipement des lycées publics », action « Développement des TICE et des ENT » (12200803) sur le budget régional 2022.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **200 000€** disponibles sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 (128005) « Schéma des formations » action 12800504 « Développement des TICE et des ENT » du budget 2022.

Article 7 :

Approuve l'administration des données du logiciel de gestion de la restauration dont le budget s'élève à **150 000€**.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **150 000€** disponibles sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) « Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées », action 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2022.

Article 8 :

Approuve le déploiement du parcours de formation « restauration durable » dont le budget s'élève à **260 000€**.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **260 000€** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) « Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées », action 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2022.

Article 9 :

Approuve la réalisation d'actions de communication et sensibilisation nécessaires à la conduite du changement auprès des utilisateurs finaux (agents, lycéens) dont le budget s'élève à **150 000€**.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **150 000€** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) « Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées », action 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2022.

Article 10 :

Approuve la mise en place d'une mission d'accompagnement afin d'analyser les impacts financiers et comptables de la ré internalisation de l'approvisionnement des denrées dont le budget s'élève à **40 000€**.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement provisionnelle de **40 000€** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) « Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées », action 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2022.

Article 11 :

Approuve la convention d'hébergement en restauration scolaire relative aux élèves du collège A. Weiler, hébergés dans la demi-pension du lycée R. Parks de Montgeron figurant en annexe III à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 12 :

Approuve la Convention d'hébergement en restauration scolaire relative aux élèves du lycée Maurice Eliot, hébergés dans la demi-pension du collège La Vallée à Epinay-sous-Sénart figurant en annexe IV à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 13 :

Approuve la Convention d'hébergement des élèves du collège Pierre Brossolette au sein de la restauration scolaire du lycée Léo Lagrange figurant en annexe V à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134148-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe I - 2ème avance 2021-2022

ANNEXE I

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

AFFECTATIONS DE DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - 2ème AVANCE 2021-2022

Code UAI	Code tiers IRIS	TYPE	Patronyme de l'établissement	ADRESSE	Commune	Dotations affectées
0750419Y	P0030391	LP	CAMILLE-JENATZY	6, RUE CHARLES HERMINTE	PARIS 18EME	30 653,00 €
0750428H	P0031321	LPO	JACQUES-MONOD	12 RUE VICTOR COUSIN	PARIS 05EME	52 806,00 €
0750436S	P0022087	LP	CLAUDE-ANTHIME-CORBON	5 RUE CORBON	PARIS 15EME	21 037,00 €
0750463W	R3885	LPO	LUCAS-DE-NEHOU	4 RUE DES FEUILLANTINES	PARIS 14EME	19 256,00 €
0750502N	P0030723	LPO	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	5, RUE MADAME	PARIS 06EME	68 193,00 €
0750508V	R3361	LP	CHARLES-DE-GAULLE	17 RUE LIGNER	PARIS 20EME	18 675,00 €
0750553U	P0030722	LP	GASTON-BACHELARD	2, RUE TAGORE	PARIS 13EME	30 665,00 €
0750558Z	R3230	LPO	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	PARIS 11EME	1 098,00 €
0750588G	P0030721	LP	RENÉ-CASSIN	185 AVENUE DE VERSAILLES	PARIS 16EME	38 867,00 €
0750612H	R3367	LT	ENSAAMA "Olivier de Serres"	63 RUE OLIVIER DE SERRES	PARIS 15EME	7 931,00 €
0750647W	R3406	LGT	TURGOT	69 RUE DE TURBIGO	PARIS 03EME	6 907,00 €
0750648X	R3407	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	PARIS 03EME	500,00 €
0750650Z	R3354	LPO	ALEMBERT (D')	22 SNTÉ DES DOREES	PARIS 19EME	5 193,00 €
0750652B	R3412	LG	CHARLEMAGNE	14 RUE CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	410,00 €
0750653C	R3411	LGT	SOPHIE-GERMAIN	9 RUE DE JOUY	PARIS 04EME	2 266,00 €
0750654D	R3415	LG	HENRI IV	23 RUE CLOVIS	PARIS 05EME	2 895,00 €
0750655E	R3413	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	PARIS 05EME	9 083,00 €
0750656F	R3414	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	PARIS 05EME	4 058,00 €
0750658H	R3416	LG	SAINT-LOUIS	44 BD SAINT MICHEL	PARIS 06EME	18 454,00 €
0750660K	R3417	LG	FÉNELON	2 RUE DE L'EPERON	PARIS 06EME	8 141,00 €
0750663N	R3422	LGT	CHAPTAL	45 BD DES BATIGNOLLES	PARIS 08EME	11 637,00 €
0750667T	R3423	LG	CONDORCET	8 RUE DU HAVRE	PARIS 09EME	3 032,00 €
0750670W	R3426	LG	LAMARTINE	121 RUE DU FG POISSONNIERE	PARIS 09EME	1 111,00 €
0750671X	R3424	LPO	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	PARIS 09EME	5 728,00 €
0750675B	R3435	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	PARIS 11EME	3 220,00 €
0750676C	R3433	LPO	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	PARIS 11EME	4 670,00 €

0750679F	R3439	LG	PAUL-VALERY	38 BOULEVARD SOULT	PARIS 12EME	2 841,00 €
0750685M	R3364	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	PARIS 13EME	15 977,00 €
0750691U	R3453	LPO	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	PARIS 14EME	4 533,00 €
0750693W	R3462	LG	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	PARIS 15EME	2 338,00 €
0750695Y	R3385	LPO	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	PARIS 15EME	2 341,00 €
0750697A	R3759	LT	BÂTIMENT (DU)	7, RUE CLAVEL	PARIS 19EME	1 212,00 €
0750698B	R3386	LGT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	PARIS 16EME	3 935,00 €
0750699C	R3387	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	PARIS 16EME	5 340,00 €
0750700D	R3388	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	PARIS 16EME	2 072,00 €
0750702F	R3389	LG	JEAN-DE-LA-FONTAINE	1 PL DE LA PORTE MOLITOR	PARIS 16EME	1 787,00 €
0750703G	R3390	LG	MOLIERE	71 RUE DU RANELAGH	PARIS 16EME	818,00 €
0750707L	R3370	LT	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	70 BOULEVARD BESSIERES	PARIS 17EME	2 490,00 €
0750708M	R3800	LPO	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	PARIS 17EME	12 557,00 €
0750710P	R3379	LT	AUGUSTE-RENOIR	24 RUE GANNERON	PARIS 18EME	3 846,00 €
0750711R	R3351	LGT	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	PARIS 19EME	6 452,00 €
0750712S	R3350	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	PARIS 19EME	4 104,00 €
0750776L	R3431	LP	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	PARIS 10EME	3 130,00 €
0750778N	R3436	LP	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	PARIS 11EME	5 582,00 €
0750783U	R3441	LP	CHENNEVIÈRE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	PARIS 12EME	3 546,00 €
0750785W	R3447	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	PARIS 13EME	5 835,00 €
0750787Y	R3449	LP	ARTS-GRAPHIQUES	61 RUE CORVISART	PARIS 13EME	4 444,00 €
0750793E	R3380	LP	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	PARIS 15EME	3 515,00 €
0750796H	R3369	LP	OCTAVE-FEUILLET	9 RUE OCTAVE FEUILLET	PARIS 16EME	2 422,00 €
0750800M	R3378	LP	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	PARIS 18EME	6 696,00 €
0750802P	R3355	LP	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	PARIS 19EME	14 289,00 €
0750808W	R3360	LP	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	PARIS 20EME	923,00 €
0750828T	R3698	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	PARIS 20EME	6 895,00 €
0751708Z	R3383	LPO	DES-SCIENCES-ET-DU-NUMERIQUE-LOUIS-ARMAND	319 RUE LECOURBE	PARIS 15EME	6 122,00 €
0751710B	R3451	LP	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AV BOUTROUX	PARIS 13EME	4 068,00 €
0752109K	R3825	LP	SUZANNE-VALADON	7, RUE FERDINAND FLOCON	PARIS 18EME	23 441,00 €
0752388N	R3884	LP	PIERRE-LESCOT	35 RUE DES BOURDONNAIS	PARIS 01ER	33 486,00 €
0752608C	R3349	LP	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	PARIS 18EME	3 526,00 €
0752700C	R3353	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	PARIS 19EME	11 714,00 €
0752799K	R3366	EREA	CROCÉ-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	PARIS 14EME	2 043,00 €
0752845K	R3883	LP	THEOPHILE-GAUTIER	49 RUE DE CHARENTON	PARIS 12EME	64 717,00 €
0752846L	R3459	LP	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	PARIS 14EME	4 477,00 €
0753256G	R3368	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 BIS RUE DE CRONSTADT	PARIS 15EME	7 864,00 €
0753268V	R3444	LPO	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	PARIS 13EME	4 721,00 €
0753350J	R3888	LP	MARIA-DERAISMES	19, RUE MARIA DERAISMES	PARIS 17EME	40 649,00 €

0754475G	R3460	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	PARIS 15EME	6 422,00 €
0754476H	R3357	LPO	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	PARIS 14EME	7 286,00 €
0754530S	R3362	LPO	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	PARIS 20EME	2 079,00 €
0754684J	R3210	LG	GEORGES-BRASSENS	40 RUE MANIN	PARIS 19EME	20 658,00 €
69 établissements						749 679,00 €

0770342D	R3251	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	CHAMIGNY	5 504,00 €
0770687D	R3284	ERPD	SAINT-MAMMES	13 RUE DU CAPITAINE BALLOT	SAINT-MAMMES	4 504,00 €
0770918E	R3250	LGT	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	AVON	38 628,00 €
0770920G	R3252	LPO	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	7 957,00 €
0770924L	R3259	LPO	JULES-FERRY "Campus de Coulommiers"	4 RUE HENRI DUNANT	COULOMMIERS	7 350,00 €
0770926N	R3262	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	FONTAINEBLEAU	3 903,00 €
0770927P	R3263	LG	INTERNATIONAL FRANÇOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	FONTAINEBLEAU	19 602,00 €
0770930T	R3270	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	MEAUX	10 516,00 €
0770931U	R18495	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSÉE DE PARIS	MEAUX	3 563,00 €
0770933W	R3272	LGT	JACQUES-AMYOT	6 BIS RUE MICHELET	MELUN	11 614,00 €
0770934X	R3273	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	MELUN	462,00 €
0770938B	R18497	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	MONTEREAU-FAULT-YONNE	5 897,00 €
0770940D	R3704	LPO	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	NEMOURS	5 173,00 €
0770943G	R3265	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	RUE DE LA FORET - LA ROCHETTE	LA ROCHETTE	16 741,00 €
0770944H	R3285	LP	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLÉE DU CHATEAU	THORIGNY-SUR-MARNE	7 210,00 €
0770945J	R3290	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	VARENNES-SUR-SEINE	5 261,00 €
0771027Y	R3261	LPO	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	32 977,00 €
0771336J	R3282	LPO	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	PROVINS	8 202,00 €
0771357G	R3667	LEGTPA	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	CHAILLY-EN-BRIE	9 773,00 €
0771436T	R3668	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOM DE SANSALLE RN 19	BRIE-COMTE-ROBERT	10 779,00 €
0771512A	R3264	LGT	VAN-DONGEN	45 RUE JEAN MERMOZ	LAGNY-SUR-MARNE	620,00 €
0771658J	R3258	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	CONGIS-SUR-THEROUANNE	620,00 €
0771763Y	R3283	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 RUE J. BODIN DE BOISMORTIER	ROISSY-EN-BRIE	3 051,00 €
0771880A	R3271	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	MEAUX	10 998,00 €
0771995A	R3255	LP	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	CLAYE-SOUILLY	312,00 €
0771996B	R3276	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	AVENUE PAUL LANGEVIN	MITRY-MORY	1 524,00 €
0771997C	R3256	LP	JACQUES-PRÉVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	COMBS-LA-VILLE	2 425,00 €
0772225A	R3203	LP	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	OZOIR-LA-FERRIERE	10 367,00 €
0772229E	R15275	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	MEAUX	3 131,00 €
0772230F	R15059	LPO	BLAISE-PASCAL	15 ALLÉE DU COMMANDANT GUESNET	BRIE-COMTE-ROBERT	218,00 €
0772244W	R3286	LP	ANTONIN-CARÈME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	SAVIGNY-LE-TEMPLE	4 868,00 €
0772276F	R18914	LPO	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	CHELLES	2 251,00 €
0772277G	R19205	LPO	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	NANGIS	4 409,00 €
0772295B	R20737	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	ROZAY-EN-BRIE	1 620,00 €
0772310T	R3236	LPO	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	VAUX-LE-PENIL	2 081,00 €
0772342C	R3289	LPO	CLÉMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	TOURNAN-EN-BRIE	1 028,00 €
0772685A	R3983	LGT	SAMUEL-BECKETT	19 RUE DU LION	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	1 538,00 €
0772751X	P0023982	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	DAMMARTIN-EN-GOELE	3 800,00 €

38 établissements

270 477,00 €

0780004F	R3665	LEGTPA	AGRO-CAMPUS SAINT-GERMAIN-EN-LAYE-CHAMBO	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 896,00 €
0780422K	R3310	LGT	FRANCOIS-VILLON	RUE SALVADOR ALLENDE	LES MUREAUX	1 127,00 €
0780486E	R3298	ERPD	BATELLERIE (LA)	36 QUAI DE LA REPUBLIQUE	CONFLANS-SAINTE-HONORI	891,00 €
0780515L	R3311	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 RUE DE LA BEAUCE	MAUREPAS	1 059,00 €
0780582J	R3674	LGT	JEAN-VILAR	1033 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	PLAISIR	170,00 €
0780584L	R3690	LP	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	TRAPPES	2 903,00 €
0781512V	R3672	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEU	5 065,00 €
0781859X	R3722	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	AUBERGENVILLE	92 768,00 €
0781861Z	R8267	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	MARLY-LE-ROI	15 352,00 €
0781884Z	R15875	LPO	CONDORCET	ALLÉE CONDORCET	LIMAY	2 483,00 €
0781898P	R18229	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	POISSY	29 908,00 €
0781948U	R3664	LPO	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	PORCHEVILLE	10 340,00 €
0781949V	R19046	LGT	VILLARROY (DE)	2 RUE E VIOLETT LE DUC	GUYANCOURT	16 934,00 €
0781951X	R16239	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	MAGNANVILLE	4 703,00 €
0781984H	R3309	LPO	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	LES MUREAUX	4 093,00 €
0782132U	R3229	LGT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 099,00 €
0782546U	R3676	LGT	LE-CORBUSIER	88 RUE DE VILLIERS	POISSY	7 880,00 €
0782549X	R3313	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	RAMBOUILLET	2 026,00 €
0782556E	R3317	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 926,00 €
0782562L	R3692	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	VERSAILLES	2 272,00 €
0782563M	R3693	LGT	LA-BRUYÈRE	31 AVENUE DE PARIS	VERSAILLES	4 959,00 €
0782565P	R3712	LPO	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	VERSAILLES	12 393,00 €
0782567S	R3694	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	VERSAILLES	2 520,00 €
0782587N	R3673	LPO	VIOLETT-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	10 583,00 €
0782593V	R3314	LP	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	SAINT-CYR-L'ECOLE	3 848,00 €
0782602E	R3306	LP	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	LE CHESNAY-ROCQUENCOU	4 780,00 €
0782603F	R3695	LP	JACQUES-PRÉVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	VERSAILLES	791,00 €
0782822U	R3304	LGT	CORNEILLE	1 AVENUE PIERRE CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	20 785,00 €
0783140P	R3312	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 RUE VICTORIEN SARDOU	SAINT-CYR-L'ECOLE	2 141,00 €
0783213U	R3677	ERPD	HERIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	3 579,00 €
0783214V	R3303	LP	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	LA CELLE-SAINT-CLOUD	4 654,00 €
0783259U	R3307	ERPD	ERPD LA-VERRIERE	2 RUE GEORGES LAPIERRE	LA VERRIERE	2 819,00 €
0783533S	R3671	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	MANTES-LA-VILLE	5 342,00 €

33 établissements

292 089,00 €

0910429X	R3555	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	OLLAINVILLE	3 888,00 €
0910620E	R3703	LPO	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	CORBEIL-ESSONNES	4 122,00 €
0910623H	R3324	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	ATHIS-MONS	1 827,00 €
0910626L	R3546	LGT	BLAISE-PASCAL	18 RUE ALEXANDRE FLEMING	ORSAY	1 100,00 €
0910628N	R3322	LP	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	ARPAJON	65,00 €
0910629P	R3335	LP	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	ETIOLLES	7 561,00 €
0910630R	R3339	LP	ALEXANDRE-DENIS	CHÂTEAU MONTMIRAUT AV CARNOT	CERNY	11 989,00 €
0910632T	R3345	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MASSY	12 072,00 €
0910676R	R3325	LPO	CLÉMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAULL	ATHIS-MONS	5 633,00 €
0910755B	R3332	LP	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	DRAVEIL	3 781,00 €
0910756C	R3554	LP	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	YERRES	5 098,00 €
0911021R	R3327	LGT	TALMA	1 RUE DES CERFS	BRUNOY	2 451,00 €
0911037H	R3545	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	MORSANG-SUR-ORGE	3 052,00 €
0911251R	R3336	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	EVRY-COURCOURONNES	2 575,00 €
0911254U	R3337	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	EVRY-COURCOURONNES	1 784,00 €
0911343R	R15795	LP	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	EVRY-COURCOURONNES	3 852,00 €
0911353B	R3347	EREA	JEAN-ISOARD	4 RUE RAYMOND PAUMIER	MONTGERON	6 145,00 €
0911401D	R3333	LP	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	ETAMPES	218,00 €
0911492C	R18509	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	LES ULIS	5 753,00 €
0911577V	R3342	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 RUE JULES FERRY	LONGJUMEAU	776,00 €
0911578W	R3549	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	RIS-ORANGIS	4 389,00 €
0911828T	R3329	LPO	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	EVRY-COURCOURONNES	37,00 €
0911913K	R3321	LGT	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	8 RUE DE MADRID	GIF-SUR-YVETTE	1 539,00 €
0911927A	R3200	LGT	MAURICE-ELIOT	RUE DE PROVENCE	EPINAY-SOUS-SENART	5 097,00 €
0911937L	R3724	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	BONDOUFLE	4 468,00 €
0911938M	R3725	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	PALaiseau	1 689,00 €
0911945V	R15365	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	MORANGIS	2 165,00 €
0911946W	R15431	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	2 983,00 €
0911961M	R18145	LGT	EDMOND-MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	ARPAJON	47 805,00 €
0911962N	R16853	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	MENNECY	15 729,00 €
0911983L	R3014	LGT	JULES-VERNE	49 RUE D'ARPAJON	LIMOURS	103,00 €
0912251C	R3547	LPO	HENRI-POINCARÉ	36 RUE LEON BOURGEOIS	PALaiseau	5 015,00 €
0912364A	P0037479	LPO	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COURSE	DOURDAN	8 037,00 €

33 établissements

182 798,00 €

0920130S	R3615	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	ANTONY	1 792,00 €
0920134W	R3563	LGT	JACQUES-PRÉVERT	163 RUE DE BILLANCOURT	BOULOGNE-BILLANCOURT	4 737,00 €
0920143F	R3597	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	NEUILLY-SUR-SEINE	214,00 €
0920145H	R3604	LGT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	SCEAUX	21 089,00 €
0920149M	R3609	LGT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	VANVES	6 441,00 €
0920150N	R3558	LP	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	ASNIERES-SUR-SEINE	1 438,00 €
0920164D	R3590	LP	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	MONTROUGE	5 075,00 €
0920171L	R3608	LP	LOUIS-BLÉRIOT	67 RUE DE VERDUN	SURESNES	1 734,00 €
0920429S	R3559	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 RUE CONTRAT SOCIAL	ASNIERES-SUR-SEINE	3 156,00 €
0920680P	R3561	LP	LÉONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	BAGNEUX	3 494,00 €
0920801W	R3602	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	SAINT-CLOUD	757,00 €
0920810F	R3579	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	GARCHES	5 836,00 €
0921166T	R3566	LPO	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	CHATENAY-MALABRY	8 994,00 €
0921230M	R3585	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	LEVALLOIS-PERRET	23 148,00 €
0921505L	R3610	LP	DARDENNE	25 RUE LOUIS DARDENNE	VANVES	967,00 €
0921592F	R3588	LP	COTES-DE-VILLEBON (LES)	3 RUE HENRI ETLIN	MEUDON	422,00 €
0921594H	R15803	LGT	MICHEL-ANGE	2 AVENUE GEORGES POMPIDOU	VILLENEUVE-LA-GARENNE	16 538,00 €
0921626T	R3593	LP	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	NANTERRE	1 337,00 €
0921935D	R3611	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	VAUCRESSON	10 389,00 €
0922276Z	R3603	LPO	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	SAINT-CLOUD	4 926,00 €
0922277A	R3612	LPO	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	VILLENEUVE-LA-GARENNE	2 567,00 €
0922427N	R3753	LPO	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	COLOMBES	3 408,00 €
0922443F	R3762	LPO	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	BOULOGNE-BILLANCOURT	3 638,00 €
0922615T	R3981	LG	LUCIE-AUBRAC	13 RUE DE L'INDUSTRIE	COURBEVOIE	799,00 €
0922801V	P0038493	LGT	SIMONE-VEIL	6 PLACE JULES GUESDE	BOULOGNE-BILLANCOURT	45,00 €
25 établissements						132 941,00 €

0930116W	R3619	LGT	HENRI-WALLON	146 RUE DES CITES	AUBERVILLIERS	6 159,00 €
0930122C	R18521	LGT	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	MONTREUIL	6 263,00 €
0930123D	R15801	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	Rue de Montreuil à Claye	NOISY-LE-SEC	2 423,00 €
0930128J	R3637	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	LA COURNEUVE	10 332,00 €
0930130L	R3949	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 RUE DESIRE CHEVALIER	MONTREUIL	1 899,00 €
0930136T	R3645	LP	CLAUDE-NICOLAS-LEDoux	1 BOULEVARD DE PARIS	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	831,00 €
0930831Y	R3641	LP	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	LE BLANC-MESNIL	3 546,00 €
0930834B	R3620	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	AULNAY-SOUS-BOIS	4 711,00 €
0931024H	R3618	LP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	AUBERVILLIERS	983,00 €
0931193S	R3540	LP	HÉLÈNE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	TREMBLAY-EN-FRANCE	1 195,00 €
0931198X	R3625	LP	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	BOBIGNY	9 755,00 €
0931585T	R3646	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 BOULEVARD GUTENBERG	LIVRY-GARGAN	1 661,00 €
0931735F	R3634	LP	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	EPINAY-SUR-SEINE	6 385,00 €
0931738J	R3638	LP	ARTHUR-RIMBAUD	112 AVENUE JEAN JAURES	LA COURNEUVE	637,00 €
0931739K	R3658	LP	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	ROSNY-SOUS-BOIS	2 673,00 €
0931779D	R1331	LPO	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE-JEANNE-BARET	16 RUE PAUL DOUMER	MONTREUIL	3 637,00 €
0932116V	R3650	LPO	EUGÉNIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	MONTREUIL	2 413,00 €
0932118X	R3640	LPO	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	LE BLANC-MESNIL	5 489,00 €
0932119Y	R3623	LPO	EUGÈNE-HÉNAFF	55 AVENUE RASPAIL	BAGNOLET	2 767,00 €
0932122B	R3768	LPO	ALEMBERT (D')	7 RUE DU COMMANDANT L'HERMINIER	AUBERVILLIERS	956,00 €
0932123C	R3731	LPO	ANDRÉ-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	BOBIGNY	8 135,00 €
0932126F	R3632	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	DUGNY	2 626,00 €
0932260B	R3730	LPO	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	VILLEPINTE	5 185,00 €
0932267J	R3756	LPO	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	ROMAINVILLE	7 292,00 €
0932282A	R3781	LPO	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	BONDY	1 195,00 €
0932291K	R3812	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	NEUILLY-SUR-MARNE	1 784,00 €
0932577W	P0028709	LGT	GERMAINE-TILLION	48 BIS RUE ANIZAN CAVILLON	LE BOURGET	642,00 €
0932638M	P0033460	LPO	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	1 promenade Marco Polo	NOISY-LE-GRAND	7 338,00 €
0932667U	P0036077	LPO	PLAINE-COMMUNE dit "Angela-Davis"	70 AVENUE GEORGE SAND	SAINT-DENIS	13 399,00 €

29 établissements

122 311,00 €

0940113M	R3530	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	453,00 €
0940115P	R3507	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 RUE LUCIEN NADAIRE	IVRY-SUR-SEINE	5 794,00 €
0940116R	R3488	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	MAISONS-ALFORT	1 207,00 €
0940118T	R3490	LPO	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	NOGENT-SUR-MARNE	3 685,00 €
0940119U	R18533	LPO	PAUL-DOUMER	2 RUE PAUL DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	2 762,00 €
0940120V	R3497	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	18 023,00 €
0940122X	R3510	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	7 122,00 €
0940134K	R3516	LP	VAL-DE-BIÈVRE	15 RUE D'ARCUEIL	GENTILLY	5 010,00 €
0940137N	R3491	LP	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	14 348,00 €
0940138P	R3495	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	ORLY	14 922,00 €
0940140S	R3511	LP	GOURDOU-LESEURRE	50 BOULEVARD DE CHAMPIGNY	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	9 146,00 €
0940141T	R3517	LPO	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	CHOISY-LE-ROI	1 664,00 €
0940171A	R3534	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	BONNEUIL-SUR-MARNE	2 907,00 €
0940319L	R3494	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	NOGENT-SUR-MARNE	5 606,00 €
0940580V	R3533	LGT	Lycée Polyvalent de Cachan	63 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	CACHAN	13 421,00 €
0941018W	R18527	LPO	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	CRETEIL	4 085,00 €
0941294W	R3476	LPO	ADOLPHE-CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	VITRY-SUR-SEINE	790,00 €
0941298A	R3524	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	2 077,00 €
0941355M	R3487	LPO	PAUL-BERT	1 RUE DU GUE AUX AUROCHS	MAISONS-ALFORT	1 156,00 €
0941930M	R19129	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	CRETEIL	6 922,00 €
0941951K	R3528	LPO	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	8 361,00 €
0941952L	R3501	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	178,00 €
0941972H	R3508	LPO	FERNAND-LÉGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	IVRY-SUR-SEINE	7 150,00 €
0941975L	R3234	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	243,00 €
0942130E	R3499	LPO	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	SUCY-EN-BRIE	1 152,00 €
0942269F	P0015628	LPO	PAULINE-ROLAND	17 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	CHEVILLY-LARUE	6 788,00 €

26 établissements

144 972,00 €

0950164M	R3470	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	BEAUMONT-SUR-OISE	571,00 €
0950641F	R18539	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	ARGENTEUIL	4 016,00 €
0950648N	R3394	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	MONTMORENCY	4 693,00 €
0950649P	R3397	LPO	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	PONTOISE	17,00 €
0950656X	R3680	LP	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	CORMEILLES-EN-PARISIS	9 688,00 €
0950658Z	R3365	LP	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	SAINT-OUEN-L'AUMONE	1 381,00 €
0950983C	R3400	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLÉE DE CORMEILLES	SANNOIS	7 595,00 €
0951090U	R3405	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	VILLIERS-LE-BEL	6 029,00 €
0951104J	R3399	LPO	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	4 696,00 €
0951282C	R3679	LP	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	CHARS	7 875,00 €
0951399E	R3473	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	PONTOISE	2 641,00 €
0951618T	R3683	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	ERAGNY	4 193,00 €
0951637N	R3474	LGT	GALILÉE	11 AVENUE DU JOUR	CERGY	2 285,00 €
0951673C	R3686	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	ERMONT	2 779,00 €
0951710T	R3678	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	VAUREAL	17 847,00 €
0951722F	R3726	LPO	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	FRANCONVILLE	19 016,00 €
0951723G	R3729	LGT	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	HERBLAY-SUR-SEINE	22 545,00 €
0951727L	R3728	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	FOSSÉS	2 787,00 €
0951728M	R8263	LPO	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	SAINT-OUEN-L'AUMONE	3 151,00 €
0951811C	R3466	LPO	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	7 ALLÉE F ET N LEGER	ARGENTEUIL	2 432,00 €
0951937P	R3215	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	116 RUE DE LIVILLIERS	OSNY	676,00 €
0951974E	R3744	LPO	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	EAUBONNE	1 500,00 €
0952173W	P0030507	LPO	BEZONS (DE)	5 RUE MARCEL LANGLOIS	BEZONS	1 178,00 €
0952196W	P0034141	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	ENGHIEN-LES-BAINS	7 756,00 €
24 établissements						137 347,00 €
277 établissements						2 032 614,00 €

Annexe II - Soldes 2020-2021

ANNEXE II - AFFECTATIONS DES DOTATIONS - SOLDE DE COMPENSATION REGIONALE ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers IRIS	Code UAI	TYPE	Patronyme de l'établissement	ADRESSE	Code postal	Commune	Dotations affectées
R3414	0750656F	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS 05EME	1 022,00 €
R3436	0750778N	LP	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS 11EME	54,00 €
R3353	0752700C	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	8 936,00 €
R3460	0754475G	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	75015	PARIS 15EME	1 123,00 €
4						établissements	11 135,00 €
R3251	0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	2 470,00 €
R3250	0770918E	LGT	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON	27 121,00 €
R3263	0770927P	LG	INTERNATIONAL FRANÇOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	1 290,00 €
R3290	0770945J	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	417,00 €
R3261	0771027Y	LPO	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE-LES-LYS	53 376,00 €
P0023982	0772751X	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN-EN-GOELE	2 914,00 €
6						établissements	87 588,00 €
R3722	0781859X	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	10 354,00 €
R3673	0782587N	LPO	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	65,00 €
R3304	0782822U	LGT	CORNEILLE	1 AVENUE PIERRE CORNEILLE	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	7 922,00 €
R3677	0783213U	ERPD	HERIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	815,00 €
4						établissements	19 156,00 €
R3555	0910429X	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	91340	OLLAINVILLE	176,00 €
R3339	0910630R	LP	ALEXANDRE-DENIS	CHÂTEAU MONTMIRAL AV CARNOT	91590	CERNY	3 763,00 €
2						établissements	3 939,00 €
R3604	0920145H	LGT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX	2 173,00 €
R3559	0920429S	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 RUE CONTRAT SOCIAL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	2 955,00 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARÉ	92380	GARCHES	3 782,00 €
R3611	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	3 646,00 €
4						établissements	12 556,00 €
R3637	0930128J	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	7 933,00 €
R3620	0930834B	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	492,00 €
R3625	0931198X	LP	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	1 059,00 €
R3634	0931735F	LP	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY-SUR-SEINE	203,00 €
P0036077	0932667U	LPO	PLAINE-COMMUNE dit "Angela-Davis"	70 AVENUE GEORGE SAND	93210	SAINT-DENIS	169,00 €
5						établissements	9 856,00 €
R3495	0940138P	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	3 009,00 €
R3494	0940319L	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	1 789,00 €
R3524	0941298A	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	311,00 €
3						établissements	5 109,00 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	238,00 €
1						établissement	238,00 €
29						établissements	149 577,00 €

Annexe III - convention hébergement Lycée Rosa Parks - Collège Weiler

Convention d'hébergement en restauration scolaire **relative aux élèves du collège A. Weiler, hébergés dans la demi-** **pension du lycée R. Parks de Montgeron**

Entre les co-contractants suivants :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie Péresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, habilitée par la délibération de la Commission permanente n°2022-058 en date du 28 janvier 2022,

Et

Le département de l'Essonne, sis Hôtel du Département, Bd de France, 91012 Evry-Courcouronnes Cedex, représenté par Monsieur François Durovray, Président du Conseil départemental de l'Essonne, habilité par la délibération de la Commission permanente n° en date du

Et

Le lycée Rosa Parks, sis 2 Place de l'Europe 91230 **MONTGERON**, représenté par Monsieur Vandeporta Christian, Proviseur habilité par la délibération du Conseil d'administration n° en date du2021,

Et

Le collège Alfred Weiler, sis 2 rue Raymond Paumier, 91230 **MONTGERON**, représenté par Monsieur Mbengué-Matanga Charles, Principal habilité par la délibération du Conseil d'administration n° en date du2021.

PREAMBULE :

Le code de l'éducation prévoit dans son article L.216-12 que les régions et les départements peuvent conclure des conventions fixant les modalités d'actions communes et de mutualisation des services pour l'exercice des compétences définies aux articles L.213-2 et L.214-6, dans les conditions prévues par l'article L.421-23 du même code.

De plus, en application de l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique, les pouvoirs adjudicateurs ont la possibilité d'établir ou de mettre en œuvre une coopération, sans publicité ou mise en concurrence, dans le but de garantir que les services publics dont ils ont la responsabilité soient réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun.

Elle est conclue intuitu personae entre les parties qui ne peuvent transférer à un tiers : tout ou partie des droits et obligations qui en découlent, sans l'accord préalable écrit des autres parties.

TITRE I : Objet de la convention

Article 1 :

La présente convention a pour objet de définir les modalités **de fourniture de repas et de mise à disposition d'une salle de restauration** par la région Île-de-France et le lycée Rosa Parks à Montgeron ainsi que les modalités financières entre le collège et le lycée.

Ces prestations de services s'adressent : aux demi-pensionnaires, aux externes (convives passagers autorisés par Monsieur le Principal) et aux commensaux du collège Alfred Weiler. Ce collège est rattaché à la collectivité territoriale qu'est le département de l'Essonne. Le lycée Rosa Parks est rattaché à la collectivité territoriale qu'est la région Île-de-France.

TITRE II : Parties en charge de l'exécution de la convention

Chacune des parties notifie aux autres, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou immatériel actant cette notification, tout changement d'adresse ou de noms d'interlocuteurs, chargés de l'exécution du présent contrat.

Article 2 : Sous-traitance

La région Île-de-France et le lycée Rosa Parks peuvent sous-traiter la prestation de confection des repas, à condition d'avoir présenté et requis l'acceptation des deux autres parties (le Département, le collège) sur le sous-traitant, que ce soit au début ou en cours d'exécution de la convention.

L'acte de sous-traitance, établi en autant d'exemplaires que de sous-traitant, indique la nature, le montant des prestations confiées et leurs conditions de paiement.

Le sous-traitant a les mêmes obligations contractuelles que la partie à la convention qui sous-traite sa prestation.

Titre III : Obligations des parties dans l'organisation du service

Article 3 : Dispositions générales

La Région assure la restauration pour le compte des deux établissements, incluant ainsi les demi-pensionnaires du collège. A ce titre, le Département s'engage, en sa qualité de collectivité de rattachement, à participer aux dépenses liées à l'hébergement des collégiens sur toute la durée de leur accueil à la restauration du lycée.

Le lycée assure la gestion du service de restauration pour les lycéens et les collégiens.

Cette gestion comprend :

- La confection des repas destinés aux élèves, lycéens et collégiens ainsi qu'aux commensaux du lycée et du collège, conformément à la réglementation en vigueur en matière de confection des repas dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité ;
- La mise à disposition d'une salle de restauration et d'une ligne-self afin que les agents du département assurent le service des repas aux collégiens et aux commensaux ;

Les collégiens et les lycéens prendront leur repas selon une répartition et un horaire convenu entre les deux chefs d'établissements au début de chaque année scolaire. Sur une semaine type, la répartition des créneaux d'ouverture de la restauration est fixée conjointement par le collège et le lycée. A titre indicatif, à la date de signature de la présente convention, il s'agit des lundis, mardis, jeudis et vendredis de 11h30 à 13h15, hors périodes de congés scolaires.

Article 4 : Obligations de la région Île-de-France

4.1. Au niveau du local de cuisine du lycée et de la salle de restauration

Si la Région doit entreprendre dans la cuisine ou la salle de restauration des travaux de mise en conformité ou réhabilitation, de rénovation ou de réparation (suite à sinistre ou non), outre le lycée, elle doit en informer le Département par lettre en RAR, dans un délai de cinq jours calendaires en cas de sinistre ou dans un délai d'au moins un mois avant la date de début des travaux programmés.

Le Département se charge d'informer, au plus vite, par courriel le collège.

Une réunion de concertation entre la Région et le Département sera organisée à l'initiative de la Région, pour envisager les solutions permettant la continuité de service. Les établissements concernés seront associés et informés des solutions retenues.

4.2. Au niveau du personnel :

En collaboration avec le Proviseur et l'Adjoint gestionnaire du lycée, la Région Ile-de-France veille à ce que le personnel affecté à la production des repas, en cuisine du lycée R. Parks, ait un effectif suffisant pour assurer la continuité de la production des repas selon les besoins et effectifs des convives non seulement du lycée, mais aussi du collège A. Weiler.

4.3 Contrôle qualité

La Région effectue des audits sanitaires et qualité au sein de l'espace restauration du lycée, à tout moment. Une copie des conclusions de l'audit sera fournie au lycée et au département.

Article 5 : Obligations du département de l'Essonne

5.1 Au niveau du personnel :

Le Département de l'Essonne, en collaboration avec le Principal ou l'Adjointe gestionnaire du collège, veille à ce que le personnel départemental affecté à la distribution des repas ou à l'entretien ménager ou à la plonge ait un effectif suffisant pour assurer la continuité du service de restauration scolaire, selon les besoins et les effectifs des usagers relevant du collège.

5.2. Au niveau du matériel :

Le Département de l'Essonne, en tant qu'employeur, fournit au personnel affecté à la distribution des repas et à l'entretien ménager et à la plonge les équipements nécessaires à sa protection en matière d'hygiène et de sécurité au travail, selon les normes en vigueur.

5.3 Au niveau des menus :

Le Département peut opérer une enquête de satisfaction annuelle, auprès des usagers de la restauration scolaire du collège. Cette enquête pourra donner lieu, si cela est nécessaire, à un Plan d'actions correctives (PAC), discuté entre les parties.

Article 6 : Obligations du lycée R. Parks

6.1. Dans la production des repas :

Le lycée s'engage à produire et à livrer des repas en liaison chaude ou des paniers repas aux usagers de la restauration scolaire du collège.

Le lycée s'engage à respecter l'ensemble de la législation et de la réglementation nationale et européenne, en vigueur et à venir, en matière alimentaire et de restauration scolaire. Les repas servis sont conformes aux normes réglementaires concernant : la confection des repas, leur qualité nutritionnelle, la sécurité et l'hygiène alimentaire (notamment l'application de la méthode HACCP), le plan de maîtrise sanitaire, les grammages des quantités et enfin la diététique (notamment les exigences du G-RCN).

Les repas doivent répondre aux objectifs fixés par la loi EGalim, notamment concernant la proposition de repas végétariens, l'information aux consommateurs, le taux de produits durables et bios ... Ils devront garantir la sécurité sanitaire et l'équilibre alimentaire par un contrôle continu.

Le collège et le Département sont conviés à chaque commission de restauration. Ils seront destinataires des comptes rendus.

Le lycée transmettra par courriel, une fois par an le 30 juin au plus tard, au collège :

- les taux de produits durables et bio entrés dans la composition des menus (conformément à la loi EGalim),
- les résultats d'hygiène (DDPP et du laboratoire) et le plan d'action qui a été entrepris pour remédier aux non-conformités, durant l'année scolaire écoulée.

6.2. Dans la composition et l'établissement des menus :

Le menu est composé de 5 composantes avec au moins 2 choix et du pain à volonté :

- d'une entrée
- d'un plat et un accompagnement (légumes, féculents)
- d'un laitage
- d'un dessert.

Les menus prévisionnels, communs à tous les usagers (demi-pensionnaires, aux externes et aux commensaux) sont établis par le lycée et communiqués au collège, par séquences de 6 semaines à l'avance.

Le lycée s'engage à informer, par courriel, le collège de toute modification apportée au menu prévisionnel, au moins trois semaines à l'avance, notamment au regard d'éventuelles contraintes d'approvisionnement.

6.3. Dans la mise à disposition de la salle de restauration :

6.3.1. Les biens mis à disposition :

La salle de restauration du lycée est mise à disposition des usagers de la restauration scolaire du collège A. Weiler : les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 11h30 à 13h15.

En complément de la salle de restauration, le lycée mettra à disposition du personnel d'entretien du collège des vestiaires, pour le changement de tenues.

La salle et les plages horaires accordées doivent permettre au collège A. Weiler d'accueillir l'effectif de ses usagers en restauration scolaire.

Toute modification d'horaires ou de jours de mise à disposition de la salle de restauration, ainsi que les plages horaires de nettoyage ou de plonge laissées au personnel du collège, de manière temporaire ou définitive, résulte d'une concertation entre le collège et le lycée.

La partie demanderesse doit en informer l'autre par courrier écrit, au moins 15 jours calendaires avant la date de modification d'horaire envisagée. Si l'autre partie marque son accord par écrit sur le courrier adressé par le demandeur, la modification d'horaire pourra prendre effet à la date, pour la durée et l'objet (changement d'horaires relatifs à la restauration ou créneaux de nettoyage), prévus dans le courrier.

Selon l'inventaire établi d'un commun accord entre le lycée et le collège figurant ci-après, cette salle est équipée du mobilier en bon état suivant, mis à disposition du collège pendant ses périodes d'utilisation : 42 tables de 6, 12 tables de 4, 300 chaises, 2 comptoirs réfrigérés, 4 comptoirs non réfrigérés, 1 poste vitro céramique, 1 bain marie de 5 bacs, 1 poste salé frites, 1 armoire chaude, 1 armoire froide, 4 chariots chauffe assiettes, vaisselle (assiettes, couverts, verres, carafes à eau en nombre suffisant pour l'ensemble des convives).

Toute adjonction ou suppression majeure de mobiliers ou équipements mis à disposition du collège, pendant son utilisation, fera l'objet d'un constat (établi en concertation entre le collège et le lycée dans les 5 jours ouvrés maximum de cette modification). Ce constat d'ajout ou de retrait par rapport au présent inventaire sera numéroté, daté et annexé à la convention, pendant sa durée.

6.3.2. Règlement intérieur :

La surveillance des collégiens se fait sous la responsabilité du personnel du collège au sein du lycée, dans le respect du règlement intérieur du lycée pendant leur présence dans les locaux.

Les dégradations commises par les élèves du collège à l'intérieur des locaux du lycée ou aux équipements mis à leur disposition par le lycée sont soumises aux dispositions prévues par le lycée.

Les problèmes de vie scolaire que pourraient poser les élèves au sein du lycée feront l'objet d'une concertation entre les établissements par entretien entre les CPE, rapports écrits ou tout autre moyen.

Les sanctions éventuelles relèvent du conseil de discipline de l'établissement où les élèves sont scolarisés.

Toutefois le lycée, en accord avec le collège, peut décider, à titre conservatoire, l'exclusion temporaire ou définitive d'un élève hébergé en raison de son comportement.

6.4. Concernant le personnel du lycée :

Les agents techniques de restauration du lycée confectionnent les repas, selon le principe de la continuité de service, pendant les périodes d'ouverture de la demi-pension du lycée et du collège.

Conformément à l'article L.421-23 du Code de l'Education, ces agents sont soumis à la double autorité du Proviseur du lycée et de la présidente du Conseil régional d'Île-de-France. Ils n'ont pas vocation à recevoir d'instructions du Département ou du Collège.

Article 7 : Obligations du collège A. Weiler :

7.1. Vis-à-vis du lycée :

7.1.1 Communication des effectifs prévisionnels :

A titre indicatif, en moyenne, sur les 3 dernières années, les effectifs scolaires concernés du collège sont : 470 demi-pensionnaires en moyenne / jour, ainsi que 1 933 commensaux / an, déjeunant : les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

7.1.2. Commande des repas chauds et des paniers repas :

En début d'année scolaire le collège détermine avec le responsable de la cuisine un effectif moyen théorique de fréquentation (demi-pensionnaires, commensaux), basé sur le constat du nombre d'usagers correspondant de l'année scolaire précédente.

En cas d'absences programmées (sorties scolaires, voyages, stages), le collège ajuste les commandes de repas auprès du lycée en le prévenant au minimum 15 jours calendaires à l'avance du nombre de repas.

Pour les externes (convives passagers admis au sein du restaurant scolaire), il indiquera leur effectif au lycée avant chaque service.

Si le collège souhaite que des paniers repas soient confectionnés pour ses usagers, une demande doit être formulée, par écrit ou par courriel, auprès du lycée, 15 jours calendaires à l'avance.

Afin de permettre le meilleur ajustement des commandes, le collège est en contact téléphonique après chaque service avec le chef de cuisine pour ajuster les prévisions de repas pour le lendemain, si besoin.

7.2 Vis-à-vis des usagers et notamment des familles :

Le collège assure :

7.2.1. La gestion de l'inscription au service de la restauration scolaire :

Lors des prises d'inscriptions en début ou en cours d'année, le collège doit identifier tous usagers (élèves, commensaux) sujets à des allergies alimentaires ou à des régimes spéciaux et les signaler, par écrit, au lycée.

Il appartient à l'intéressé (pour un commensal ou un extérieur) ou au représentant légal d'un demi-pensionnaire ou externe, lors de l'inscription à la cantine, de le signaler au plus vite au lycée et pour les convives réguliers (demi-pensionnaires, externes, commensaux) de produire un certificat médical de son médecin traitant.

Selon le nouveau protocole du 29/07/2021, diffusé dans les collèges par le Service de la Restauration scolaire et de la production des repas du Département de l'Essonne, relatif aux usagers sujets à des allergies alimentaires ou à des régimes spéciaux ou tout trouble alimentaire quelconque, ces usagers (demi-pensionnaires, externes, commensaux, extérieurs) :

- consomment uniquement les repas qu'ils se sont confectionnés et se sont apportés, eux-mêmes, selon les composants qu'ils tolèrent et ne peuvent utiliser tout autre complément (y compris pain, sel, poivre, moutarde...) ;
- utilisent uniquement leur contenant fermé hermétiquement pour réfrigérer et réchauffer leur repas dans le micro-onde et les ustensiles de repas qu'ils se sont apportés ;
- n'effectuent aucun transvasement de leur contenant fermé hermétiquement vers un autre contenant lors de la réfrigération ou du réchauffement de leur repas ;
- le lycée leur fournit de quoi conserver et réfrigérer leur repas (dans une armoire froide à + 3 °C) en attendant l'heure du repas et les convives doivent identifier le déjeuner qu'ils se sont apporté en mettant leur nom dessus dans l'armoire froide ;
- le lycée met à leur disposition un micro-onde permettant la remise en température des denrées des convives concernés par un PAI.

Ces convives consomment ensuite leur repas dans une assiette, avec des couverts et sur un plateau repas fournis par le lycée et dans la même salle de restauration que le reste des convives, afin d'éviter toute stigmatisation ou exclusion.

Ce nouveau protocole doit être affiché à proximité de l'armoire froide et du micro-onde dans les salles de restauration (des collégiens et des commensaux et extérieurs) et à destination des adultes dans le règlement intérieur de demi-pension des chefs d'établissements concernés par l'accueil de convives en PAI.

Ce protocole a été déterminé selon : le Règlement européen INCO n° 1169/2011 du 25 octobre 2011, l'article L 111-1 et D 351-9 du Code de l'éducation, l'article R 412-15 du Code de la consommation, le PAI de l'Académie de Versailles publié au BO n°9 du 4 mars 2021 et avec le docteur Collonges médecin conseil du Département de l'Essonne.

Les convives sujets à un PAI n'ayant pas apporté leur repas et leurs ustensiles et ne se conformant pas au protocole ci-dessus ne seront pas admis par le lycée et le collège, à la restauration scolaire du collège.

Lors de la prise des inscriptions à la restauration scolaire, dans le cadre d'un égal accès à la restauration scolaire, les élèves et commensaux handicapés seront acceptés. Le respect des préconisations de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, dans le cadre d'un projet personnalisé seront signalées par le collège au lycée si elles ont des incidences spécifiques quant à l'accueil dans la salle de restauration.

Le collège s'occupe de la gestion des cartes des demi-pensionnaires et de la vente au ticket aux collégiens externes.

Les commensaux alimentent leur compte soit directement auprès de l'adjoint gestionnaire du collège, soit par un paiement en ligne et font enregistrer leur empreinte palmaire auprès du collège. Leur compte est débité des montants de repas consommés à chaque passage au self et présentation de leur empreinte palmaire leur permettant de disposer d'un plateau pour le repas. Les commensaux se voient appliquer les tarifs de la région Île-de-France selon leur indice de rémunération. A titre indicatif, au 1^{er} trimestre 2021/2022 (septembre – décembre 2021) ces 4 tarifs sont : 2,71 € / 4,29 € / 5,32 € et 6,34 € par repas.

Le collège assure le pointage des collégiens en salle de restauration.

7.2.2. La distribution des repas :

Le service des repas est effectué par les agents départementaux affectés à cette tâche durant les horaires indiqués à l'article 6.3.1.

L'entretien ménager du réfectoire et du self accueillant les collégiens ainsi que les circulations est effectué par les agents du département et selon les besoins liés aux effectifs présents, le nombre d'agents étant évalué au regard de l'effectifs collégiens et de son évolution tout au long de l'année scolaire. A titre d'information, la répartition des agents se fera aux postes de plonge et à la distribution des repas, et entretien. Le contrôle du nettoyage tant des locaux que de la salle de restauration et de la vaisselle, incombe au Principal et à l'Adjoint gestionnaire du collège A. Weiler.

Conformément à l'article L 421-23 du Code de l'Education ces personnels départementaux restent soumis à la double autorité du Principal du collège et du Président du Conseil départemental de l'Essonne.

7.2.3. Surveillance des élèves lors de leur déplacement et à la demi-pension :

La surveillance des collégiens dans le cadre de leur déplacement du collège jusqu'à la salle de restauration puis au sein de la salle de restauration du lycée est effectuée par des agents fournis par le collège. Ces derniers sont soumis à la seule autorité hiérarchique du Principal du collège et du CPE.

7.3. Vis-à-vis du Département :

Le collège est chargé :

- de la communication par courriels au Service de la Restauration scolaire et de la production des repas du Département : des 6 semaines de menus prévisionnels reçus à l'avance, dans les 48h où il les a lui-même reçus. Ce délai de transmission de 48h au Département, s'applique aussi à compter de la réception de tout menu de remplacement, reçu par le collège ;
- d'alerter, au plus vite dans les 24h, le Département, en cas de problème d'effectifs des agents départementaux pour assurer le service ou le nettoyage ou la plonge, ainsi qu'au niveau de l'équipement professionnel de ce personnel, dans le cadre de sa protection professionnelle ou pour l'exercice de ses missions ;
- d'aider en tous points et au mieux le Département de l'Essonne pour la mise en œuvre d'une solution temporaire permettant la restauration dans une salle ou la fourniture de repas pour ses convives, en cas d'empêchement du lycée d'assurer temporairement l'une ou ces deux missions, le cas échéant ;
- de transmettre, une fois par an le 15 juillet au plus tard :
 - un bilan d'activité de la restauration scolaire où figure notamment, à partir des données reçues du lycée le 30 juin au plus tard : le taux des produits durables et bios (selon la

loi EGalim) et les indicateurs d'hygiène (DDPP et du laboratoire) et le plan d'action qui a été entrepris pour remédier aux non-conformités, durant l'année scolaire écoulée.

Article 8 : Clauses communes, aux parties, en matière d'obligations

8.1. Responsabilités :

- Assurance :

Chaque partie garantit sa responsabilité, soit en restant son propre assureur (sur ses propres deniers), soit en souscrivant un ou des contrats d'assurance maintenu(s) en vigueur durant la convention, afin de couvrir les risques, liés à l'exécution de cette coopération.

- Dommages aux personnes :

Chaque partie est responsable dans les conditions de droit commun des dommages que son personnel ou ses biens peuvent causer aux personnes lors de l'exécution du contrat.

- Dommages aux biens :

Chaque partie est responsable des dommages qu'elle pourrait causer aux biens mobiliers et/ou immobiliers des autres parties, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la convention, dans les conditions de droit commun.

- Dommages au personnel :

Chaque partie est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel des autres parties.

Par ailleurs, les dommages du personnel relevant des accidents du travail ou des maladies professionnelles sont garanties soit par la Collectivité employeur (pour les titulaires) soit la Sécurité sociale (pour les contractuels), conformément à la législation applicable et selon le statut de chaque agent.

8.2. Limitation de responsabilité :

8.2.1. Les parties à la présente convention ne peuvent être tenues pour responsables suite à un incident survenu, d'une intolérance alimentaire non déclarée par un usager de la restauration scolaire ou lorsque le protocole PAI établi à l'article 7.2.1 n'a pas été respecté.

8.2.2. De même, les parties au contrat se réserveront le droit de refuser l'accueil d'un usager (élève, commensal) si elles estiment que les conditions de sécurité alimentaires ou les modalités d'accueil et d'encadrement ne sont pas satisfaisantes et présentent un risque potentiel pour l'usager.

8.3. Obligations en matière d'éthique :

Le lycée s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

TITRE IV : Dispositions financières

Article 9 : Tarifs applicables aux convives

Chaque collectivité fixe le tarif de demi-pension : le Département pour les collégiens et la Région pour les lycéens. Les tarifs des commensaux sont fixés par la Région.

Le Département décide que la facturation des repas par le lycée est basée sur le prix des repas « collégiens » hébergés, selon le tarif en vigueur fixé chaque année par le Conseil régional d'Ile-de-France. A titre indicatif, aux termes de l'arrêté du 8 avril 2021, les tarifs des collégiens hébergés en lycées en restauration scolaire, en vigueur pour la rentrée de 2021, sont de **3,79 € au forfait et 4,09 € au ticket**, par repas. Ce tarif comprend notamment :

- la fourniture des denrées alimentaires ;
- les dépenses d'eau

Les tarifs de la présente convention sont entendus toutes taxes comprises, sans autres facturations.

Toute modification de ce tarif est conditionnée au vote de l'assemblée délibérante ou à la prise d'un arrêté de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ayant reçu délégation de l'Assemblée délibérante, pour ce faire.

En cas de modification, la Région tiendra informés par courriel le Département ainsi que le collège dans les 5 jours ouvrés suivant l'entrée en vigueur de la réglementation et au plus tard avant le 30 mars précédent la rentrée scolaire concernée.

Cette modification sera jointe annexée à la présente convention.

Article 10 : Facturation

Chaque EPLE a la charge de facturer et de recouvrer les frais de restauration de ses ayant-droits.

Le collège effectue à chaque début de trimestre ses droits constatés relatifs aux demi-pensionnaires, commensaux et externes et verse ses recettes usagers à l'agence comptable du lycée, déduction faite de 1,5 % de charges communes, correspondant au contrat du logiciel de demi-pension.

Le collège prendra immédiatement en compte toute modification du tarif pour la facturation du lycée. Tout repas commandé sera facturé.

Le collège se libère des sommes dues au lycée, en mandatant le montant des factures.

Auprès de l'agence comptable : TRESOR PUBLIC – TRPUFRP1
Compte n°(IBAN) : FR 76 1007 1910 0000 0010 0219 375

Les factures établies par le lycée sont réglées dans un délai de 30 jours, à compter de leur remise.

Toute facture n'ayant fait l'objet d'aucune contestation écrite du collège A. Weiler, adressée au lycée R. Parks par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai d'un mois suivant la date de la facture, est réputée acceptée par le collège... et ne peut, en conséquence, faire l'objet d'aucune contestation. Ce délai étant totalement indépendant du délai de paiement

de ladite facture. Des ajustements de facturation auront lieu ultérieurement sur les factures à venir, le cas échéant, si les contestations s'avèrent fondées.

Au cas où un désaccord naît et persiste sur le montant d'une facture, il sera fait application des clauses de l'article 14 de la présente convention.

10.1 Vis-à-vis des usagers de la restauration scolaire

Le collège se charge de la facturation trimestrielle et du recouvrement avec l'agence comptable (après suivi et relances, si besoin) des recettes auprès des commensaux, des familles et des externes. Pour ces deux dernières catégories d'usagers : les recettes sont recouvrées sur la base des tarifs votés par le Conseil départemental de l'Essonne.

TITRE V : Vie du contrat

Article 11 : Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties, jusqu'au 20 juillet 2022. Elle est reconductible tacitement pour une durée d'une année scolaire au maximum 3 fois jusqu'au 20 juillet 2025 et ne peut excéder une durée totale de 4 années scolaires.

Article 12 : Résiliation

12.1 Résiliation pour force majeure

Aucune partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure, au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence française.

La Partie invoquant la survenance d'un cas de force majeure devra en aviser les autres par lettre en RAR, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de sa survenance, en décrivant avec précision l'événement invoqué et en communiquant toute preuve et tout élément d'appréciation concernant cet événement, son incidence sur l'exécution des obligations contractuelles et sa date anticipée de fin.

Le contrat pourra alors être suspendu pour une durée maximale de 30 jours calendaires, à compter de la notification du cas de force majeure, à charge pour la partie qui l'invoque de trouver une solution pour reprendre l'exécution de ses prestations, dans les meilleurs délais, durant ce délai maximum. Elle informera, aussitôt, les autres parties de la reprise de ses prestations, ainsi que de l'arrêt de la suspension du contrat, par tout moyen matériel ou dématérialisé actant cette notification.

Si cette cause de force majeure n'est pas invoquée par le Département, il serait appelé à prendre le relais des prestations de restauration scolaire que le lycée et la Région seraient dans l'impossibilité d'accomplir, vis-à-vis du collège, durant le délai de suspension de l'exécution des prestations.

A l'issue du délai de 30 jours calendaires, si les prestations ne parviennent pas à être reprises ou poursuivies, le contrat pourra être résilié.

12.2 Résiliation pour inexécution des prestations

La résiliation anticipée de la convention peut intervenir à l'initiative de n'importe quelle partie, si une des obligations n'est pas remplie totalement et qu'aucune solution n'a été mise en place pour y remédier par la partie défaillante.

Un préavis de 6 mois doit être respecté, par le co-contractant à l'initiative de la résiliation, avant la date de prise d'effet fixée pour la résiliation, avant de la notifier aux autres parties.

La résiliation effective ne pourra intervenir avant la fin d'une année scolaire.

Pendant ce délai de 6 mois, il appartiendra à la ou les parties dont les obligations ne sont pas totalement exécutées de trouver des solutions, dans les meilleurs délais, pour les honorer et

annuler la résiliation en le notifiant par lettre en RAR aux autres, via l'indication d'une date de reprise de ses obligations.

En outre, le contrat pourra être résilié, de plein droit, à tout moment par le Département ou le collège si la production des repas ou panier repas ou l'accueil des usagers du collège dans la salle de restauration sont suspendus totalement pendant plus d'un mois, pour raison technique, d'approvisionnement ou de lourds travaux programmés. Ceci, sans possibilité de propositions de solutions de substitution par la Région ou le lycée, pendant l'ouverture de la demi-pension du collège. La résiliation prendra effet, un mois calendaire après réception du courrier de résiliation, adressé par le Département ou le collège, à la Région et au lycée. Ces derniers bénéficiant de ce mois de préavis pour tenter de proposer une solution de substitution au Département et au collège.

Article 13 : Renonciation

En dehors du cas de contestation de facture visé à l'article 10, le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'une des autres, à l'une quelconque de ses obligations ne saurait en aucun cas être interprété pour l'avenir comme valant renonciation à l'obligation en cause ou à une obligation de nature différente.

Article 14 : Litiges

Le contrat est soumis et interprété conformément au droit français. En cas de difficulté d'interprétation ou sur l'exécution du contrat, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux français compétents seront saisis.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant approuvé par les parties.

Fait en 4 exemplaires à Montgeron le ...

Pour la Région Île-de-France La présidente du Conseil régional d'Île-de-France Valérie Péresse	Pour le Département de l'Essonne Le président du Conseil départemental de l'Essonne, François Durovray
Pour le lycée R. Parks à MONTGERON Monsieur le Proviseur, Christian Vandeporta	Pour le collège A. Weiler à MONTGERON Monsieur le Principal, Charles Mbengué-Matanga

ANNEXE 1

TARIFS* REPAS COLLEGIENS « HEBERGES »

REPAS ELEVES	3,79 € au forfait / 4,09 € au ticket
--------------	--------------------------------------

*Evolution du tarif repas collégien hébergé en restauration scolaire lié au vote de l'assemblée délibérante régionale ou d'un arrêté de la présidente du Conseil régional d'Île-de-France, pris par délégation de l'Assemblée.

Annexe IV - convention hébergement Collège La Vallée - Lycée Maurice Eliot

Convention d'hébergement en restauration scolaire
relative aux élèves du lycée Maurice Eliot, hébergés dans la demi-
pension du collège La Vallée à Epinay sous Sénart

Entre les co-contractants suivants :

Le département de l'Essonne, sis Hôtel du Département, Bd de France, 91012 Evry-Courcouronnes Cedex, représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du Conseil départemental de l'Essonne, habilité par la délibération de la Commission permanente n° en date du

Et

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie Péresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, habilitée par la délibération de la Commission permanente n°2022-058 en date du 28 janvier 2022

Et

Le collège La Vallée, sis Rue du 19 Mai 1962 EPINAY SOUS SENART- BP 78-, 91802 BRUNOY Cedex, représenté par Madame Marie-Christine GOY, Principale habilitée par la délibération du Conseil d'administration n° en date du

Et

Le lycée Maurice Eliot, sis 2 Rue Provence 9860 EPINAY SOUS SENART, représenté par Madame Emmanuelle MENESTREAU, Proviseure habilitée par la délibération du Conseil d'administration, en date du

PREAMBULE :

Le code de l'éducation prévoit dans son article L.216-12 que les régions et les départements peuvent conclure des conventions fixant les modalités d'actions communes et de mutualisation des services pour l'exercice des compétences définies aux articles L.213-2 et L.214-6, dans les conditions prévues par l'article L.421-23 du même code.

De plus, en application de l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique, les pouvoirs adjudicateurs ont la possibilité d'établir ou de mettre en œuvre une coopération, sans publicité ou mise en concurrence, dans le but de garantir que les services publics dont ils ont la responsabilité soient réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun.

Elle est conclue intuitu personae entre les parties qui ne peuvent transférer à un tiers : tout ou partie des droits et obligations qui en découlent, sans l'accord préalable écrit des autres parties.

TITRE I : Objet de la convention

Article 1 :

La présente convention a pour objet de définir les modalités **de fourniture et service des repas, de la plonge et du nettoyage de la salle de restauration mise à disposition** par le Département de l'Essonne et le collège La Vallée à Epinay-sous-Sénart, au sein de la demi-pension du collège au profit du lycée M. Eliot.

Ces prestations s'adressent aux demi-pensionnaires, aux externes, aux commensaux et aux extérieurs (personnel de l'Education Nationale, d'un autre EPLE que le lycée, parent d'élève ou tout convive de passage au lycée, autorisé ponctuellement à déjeuner au restaurant scolaire par Madame la Proviseure).

TITRE II : Parties en charge de l'exécution de la convention

Chacune des parties notifie aux autres, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou immatériel actant cette notification, tout changement d'adresse ou de noms d'interlocuteurs, chargés de l'exécution du présent contrat.

Article 2 : Sous-traitance

Le Département de l'Essonne et le collège La Vallée peuvent sous-traiter la prestation de confection des repas, ainsi que le service et d'entretien ménager (nettoyage de la salle de restauration, plonge) à condition d'avoir présenté et requis l'acceptation des deux autres parties (la Région, le lycée) sur le ou les sous-traitant(s), que ce soit au début ou en cours d'exécution de la convention.

L'acte de sous-traitance, établi en autant d'exemplaires que de sous-traitant, indique la nature, le montant des prestations confiées et leurs conditions de paiement.

Le sous-traitant a les mêmes obligations contractuelles que la partie à la convention qui soustraite dans les limites de la prestation confiée.

Titre III : Obligations des parties dans l'organisation du service

Article 3 : Obligations du Département de l'Essonne

3.1. Au niveau du local de cuisine du collège et de la salle de restauration

Si le Département de l'Essonne doit entreprendre dans la cuisine ou la salle de restauration des travaux de mise en conformité ou réhabilitation, de rénovation ou de réparation (suite à sinistre ou non), outre le collège La Vallée, il doit en informer la Région Ile de France par lettre en RAR, dans les 5 jours calendaires (en cas de sinistre) et au moins un mois avant la date de début des travaux programmés.

La Région se charge d'informer, au plus vite, par mail le lycée.

Le courrier du Département de l'Essonne explique : l'objet des interventions techniques prévues (sur les locaux ou les équipements), leur date de début et de fin ou à défaut la durée des travaux envisagés.

Une réunion de concertation entre la Région et le Département sera organisée à l'initiative du Département pour envisager les solutions permettant la continuité de service. Les établissements concernés seront associés et informés des solutions retenues.

3.2. Au niveau des obligations de la loi EGalim :

Dès lors que le collège La Vallée à Epinay sous Sénart deviendra unité centrale de production départementale, le Département se chargera de transmettre, par mail, une fois par an le 30 juin au plus tard, au collège :

- les taux de produits durables et bios entrant dans la composition des menus (conformément à la loi EGalim)

- les résultats hygiène (DDPP et du laboratoire) et le plan d'action des mesures correctives entreprises l'année scolaire écoulée, pour remédier aux non conformités, le cas échéant.

3.3. Au niveau du personnel :

En collaboration avec la Principale et l'Adjointe gestionnaire du collège, le Département de l'Essonne veille à ce que le personnel soit affecté d'une part à la production des repas en cuisine et d'autre part au service, à la plonge et au nettoyage de la salle de restauration du collège, avec un effectif suffisant pour assurer la continuité de ces différentes missions selon les besoins et effectifs des convives du collège et du lycée.

Article 4 : Obligations de la Région Ile de France

4.1 Au niveau des menus :

La Région Ile-de-France peut opérer une enquête de satisfaction annuelle, auprès des usagers de la restauration scolaire du lycée M. Eliot. Cette enquête pourra donner lieu, si cela est nécessaire, à un Plan d'actions correctives (PAC), discuté entre les parties.

Article 5 : Obligations du collège La Vallée

5.1. Dans la production des repas :

Le collège La Vallée s'engage à produire, à livrer et à assurer le service des repas en liaison chaude ou à fournir des paniers repas (sur demande) aux usagers de la restauration scolaire du lycée M. Eliot à Epinay sous Sénart – ainsi que la plonge et le nettoyage de la salle de restauration mise à disposition.

Le collège La Vallée s'engage à respecter l'ensemble de la législation et de la réglementation nationale et européenne, en vigueur et à venir, en matière alimentaire et de restauration scolaire. Les repas servis sont conformes aux normes réglementaires concernant : la confection des repas, leur qualité nutritionnelle, la sécurité et l'hygiène alimentaire (notamment l'application de la méthode HACCP), le plan de maîtrise sanitaire, les grammages des quantités et enfin la diététique (notamment les exigences G-RCN).

Les repas doivent répondre aux objectifs fixés par la loi EGalim, notamment concernant la proposition de repas végétariens, l'information aux consommateurs, le taux de produits durables et bios. Ils devront garantir la sécurité sanitaire et l'équilibre alimentaire par un contrôle continu.

La Région et le lycée, s'ils en font la demande en début d'année scolaire par mail auprès du collège, seront conviés à chaque commission de restauration. Ils seront destinataires des comptes rendus.

Le collège devenu UCP, transmettra par mail, une fois par an le 30 juin au plus tard, au lycée, selon les informations données par le Département :

- Les taux de produits durables et bios entrant dans la composition des menus (conformément à la loi EGalim)
- Les résultats hygiène (DDPP et du laboratoire) et le plan d'action des mesures correctives entreprises l'année scolaire écoulée, pour remédier aux non-conformités le cas échéant.

5.2. Au niveau des menus :

Le menu est composé de 5 composantes avec au moins 2 choix et du pain à volonté :

- d'une entrée
- d'un plat et un accompagnement (légumes, féculents)
- d'un laitage
- d'un dessert.

Les menus prévisionnels, communs aux usagers de la restauration scolaire (élèves, commensaux, extérieurs), sont établis par séquences de 5 semaines à l'issue « d'une commission menus » composée du personnel de direction de chaque établissement, des gestionnaires, du cuisinier, de la diététicienne du Département de l'Essonne, des parents des élèves du collège et du lycée.

Cette commission valide les menus, sous le contrôle de la diététicienne du Département de l'Essonne, dans le cadre du G-RCN. Les quantités servies sont calculées à partir de la réglementation en vigueur.

Le collège La Vallée s'engage à informer, par mail, le lycée M. Eliot de toute modification apportée au menu prévisionnel, au moins 48 heures à l'avance, notamment au regard de contraintes d'approvisionnement.

5.3. Dans la mise à disposition de la salle de restauration :

5.3.1. Les biens mis à disposition :

La salle de restauration du collège est commune aux deux établissements et mise à disposition des usagers de la restauration scolaire du lycée M. Eliot sur 3 jours ou 4 jours, selon le forfait choisi par les familles qui inscrivent leur enfant au lycée : les lundis, mardis, jeudis et vendredis aux deux services du self de 11h30 et de 12h30. Le lycée veille à répartir ses effectifs d'usagers (demi-pensionnaires et commensaux et extérieurs) de manière équilibrée entre les deux services.

La salle et les plages horaires accordés doivent permettre au lycée M. Eliot d'accueillir l'effectif de ses usagers en restauration scolaire.

Toute modification d'horaires ou de jours de mise à disposition de la salle de restauration, de manière temporaire ou définitive, résultent d'une concertation entre le collège et le lycée.

La partie demanderesse doit en informer l'autre par courrier écrit, au moins 15 jours calendaires avant la date de modification d'horaire envisagée. Si l'autre partie marque son accord par écrit sur le courrier adressé par le demandeur, la modification d'horaire pourra prendre effet : à la date et pour la durée prévue.

Selon l'inventaire établi d'un commun accord entre le collège et le lycée figurant ci-après, cette salle est équipée du mobilier en bon état suivant, mis à disposition du lycée, pendant ses périodes d'utilisation : 56 tables, 224 chaises, 2 vitrines réfrigérées pour les entrées et les desserts et distributeur de plateaux de repas.

Toute adjonction ou suppression majeure de mobiliers ou équipements mis à disposition et sous la responsabilité du lycée, pendant son utilisation, fera l'objet d'un constat numéroté et daté d'ajout ou de retrait, par rapport au présent inventaire et sera annexé à la convention pendant sa durée.

5.3.2. Règlement intérieur :

La surveillance des lycéens se fait sous la responsabilité du personnel du lycée au sein du collège, dans le respect du règlement intérieur du collège pendant leur présence dans les locaux.

Les dégradations commises par les élèves du lycée à l'intérieur des locaux du collège ou aux équipements mis à leur disposition sont soumises aux dispositions prévues par le collège.

Les problèmes de vie scolaire que pourraient poser les élèves au sein du collège feront l'objet d'une concertation entre les établissements par entretien entre les CPE, rapports écrits ou tout autre moyen.

Les sanctions éventuelles relèvent du conseil de discipline de l'établissement où les élèves sont scolarisés.

Toutefois le collège en accord avec le lycée, peut décider à titre conservatoire de l'exclusion temporaire ou définitive d'un élève hébergé en raison de son comportement.

5.4. Concernant le personnel du collège :

Les agents techniques de restauration du collège La Vallée :

2 agents assurent les tâches afférentes à la confection des repas en cuisine et 6 agents sont affectés à l'entretien et notamment 3 au service, 3 à la plonge et à l'entretien ménager. Cette répartition étant inversée la semaine qui suit.

Le tout, de manière à assurer une continuité de ce service pendant les périodes d'ouverture de la demi-pension non seulement du collège, mais aussi du lycée. Le nombre d'agents étant évalué au regard de l'effectif des convives et de son évolution.

Conformément à l'article L 421-23 du Code de l'Education, ces agents sont soumis à la double autorité de Madame la Principale du collège La Vallée et du Président du Conseil départemental de l'Essonne. Ils n'ont pas vocation à recevoir d'instructions de la Région et du ou lycée.

Article 6 : Obligations du lycée M. Eliot :

6.1. Vis-à-vis du collège :

6.1.1 Communication des effectifs prévisionnels :

A titre indicatif, en moyenne annuelle, sur les 3 dernières années, les effectifs concernés du lycée sont : 310 demi-pensionnaires/ jour en moyenne, 442 repas ont été consommés par les commensaux du lycée et 16 repas ont été servis aux convives extérieurs du lycée, l'année scolaire passée 2020-2021, à l'occasion de déjeuners sur 3 ou 4 jours / semaine. 6.1.2. Commande des repas chauds et des paniers repas :

Au début de chaque année scolaire, le lycée M. Eliot communique son effectif prévisionnel de demi-pensionnaires et de commensaux, au collège La Vallée.

Les familles du lycée, lors de leur inscription ont la possibilité d'inscrire leur enfant pour un forfait de 3 ou 4 jours, pour l'ensemble de l'année scolaire. D'une manière générale, tout lycéen non inscrit au forfait pour l'année se voit appliquer le tarif d'externe (4,09 € /repas).

Le lycée commande ses repas par période de 2 mois.

Absences programmées :

Le lycée doit signaler toute absence programmée (sorties scolaires, voyages, stages, exclusion temporaire...) au collège La Vallée, au moins 10 jours à l'avance, dans la 2^e quinzaine du 2^e mois.

Pour les absences non programmées (exclusion temporaires...) afin de permettre le meilleur ajustement des commandes, le lycée s'engage à signaler au collège les ajustements d'effectifs de ce planning par téléphone ou par courriel, au moins 5 jours ouvrés à l'avance, par rapport à la semaine de repas à fournir concernée.

Cas de demi-pensionnaires dont la maladie a été signalée le jour même

Afin de permettre le meilleur ajustement des commandes, le lycée est en contact téléphonique avant chaque service avec le chef de cuisine ou l'adjoint gestionnaire, pour ajuster si besoin les prévisions de repas pour le jour même, si possible, et au plus tôt le lendemain et pour toute la durée d'absence signalée pour maladie.

Dans un souci de bonne gestion des repas à prévoir, aucun remboursement aux familles ne sera effectué pour les cas d'absences programmées, non programmées et en cas de maladie, non signalées dans le respect des délais ci-dessus.

En dehors des cas de sorties pédagogiques ne donnant pas lieu à préparation d'un panier repas, si le lycée M. Eliot souhaite que de tels paniers soient confectionnés pour ses usagers, une demande doit être formulée, par écrit ou par mail, auprès du collège La Vallée, 15 jours à l'avance.

6.2 Vis-à-vis des usagers et notamment des familles :

Le lycée M. Eliot assure :

6.2.1. La gestion de l'inscription au service de la restauration scolaire :

- l'inscription des lycéens demi-pensionnaires, des externes.
- lors des prises d'inscriptions en début ou en cours d'année, le lycée doit identifier tous usagers (élèves, commensaux) sujets à des allergies alimentaires ou à des régimes spéciaux et les signaler, par écrit, au collège.

Il appartient à l'intéressé (pour un commensal ou un extérieur) ou au représentant légal d'un demi-pensionnaire ou externe, lors de l'inscription à la cantine, de le signaler au plus vite au lycée et pour les convives réguliers (demi-pensionnaires, externes, commensaux) de produire un certificat médical de son médecin traitant.

Selon le nouveau protocole du 29/07/2021, diffusé dans les collèges par le Service de la Restauration scolaire et de la production des repas du Département de l'Essonne, relatif aux usagers sujets à des allergies alimentaires ou à des régimes spéciaux ou tout trouble alimentaire quelconque, ces usagers (demi-pensionnaires, externes, commensaux, extérieurs) :

- consomment uniquement les repas qu'ils se sont confectionnés et se sont apportés, eux-mêmes, selon les composants qu'ils tolèrent et ne peuvent utiliser tout autre complément (y compris pain, sel, poivre, moutarde...) ;
- utilisent uniquement leur contenant fermé hermétiquement pour réfrigérer et réchauffer leur repas dans le micro-onde et les ustensiles de repas qu'ils se sont apportés ;
- n'effectuent aucun transvasement de leur contenant fermé hermétiquement vers un autre contenant lors de la réfrigération ou du réchauffement de leur repas ;
- le collège leur fournit de quoi conserver et réfrigérer leur repas (dans une armoire froide à + 3 °C) en attendant l'heure du repas et les convives doivent identifier le déjeuner qu'ils se sont apporté en mettant leur nom dessus dans l'armoire froide ;
- le collège met à leur disposition un micro-onde permettant la remise en température des denrées des convives concernés par un PAI.

Ces convives consomment, ensuite, leur repas dans une assiette, avec des couverts et sur un plateau repas fournis par le collège et dans la même salle de restauration que le reste des convives, afin d'éviter toute stigmatisation ou exclusion.

Ce nouveau protocole doit être affiché à proximité de l'armoire froide et du micro onde dans les salles de restauration (des collégiens et des commensaux et extérieurs) et à destination des adultes dans le règlement intérieur de demi-pension des chefs d'établissements concernés par l'accueil de convives en PAI.

Ce protocole a été déterminé selon : le Règlement européen INCO n° 1169/2011 du 25 octobre 2011, l'article L 111-1 et D 351-9 du Code de l'éducation, l'article R 412-15 du Code de la consommation, le PAI de l'Académie de Versailles publié au BO n°9 du 4 mars 2021 et avec le docteur Collonges médecin conseil du Département de l'Essonne.

Les convives sujets à un PAI n'ayant pas apporté leur repas et leurs ustensiles et ne se conformant pas au protocole ci-dessus ne seront pas admis par le lycée et le collège, à la restauration scolaire du collège.

Lors de la prise des inscriptions à la restauration scolaire, dans le cadre d'un égal accès à la restauration scolaire, les élèves et commensaux handicapés seront acceptés. Le respect des préconisations de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, dans le cadre d'un projet personnalisé seront signalées par le lycée au collège, si elles ont des incidences spécifiques quant à l'accueil dans la salle de restauration.

Le lycée s'occupe de la gestion des cartes des demi-pensionnaires et de la vente au ticket, aux lycéens externes et assure le pointage des lycéens en salle de restauration.

6.2.2. Surveillance des élèves lors de leur déplacement et à la demi-pension :

Les élèves du lycée M. Eliot viennent au collège La Vallée sous la responsabilité et la surveillance du personnel du lycée, via une grille mitoyenne ouverte aux heures de demi-pension par ces agents. En dehors des horaires d'accès à la demi-pension, elle sera continuellement fermée à clef.

A cet effet, les personnels du lycée sont chargés d'assurer la surveillance des élèves durant leur présence au sein du collège La Vallée. Le pointage s'effectuera avec un surveillant à l'entrée du réfectoire, un autre près de la badgeuse et un autre dans le réfectoire.

Le personnel chargé de la surveillance relève exclusivement de l'Education Nationale et est soumis à la seule autorité hiérarchique de Madame la Proviseure et du CPE du lycée M. Eliot.

6.3. Vis-à-vis de la Région Ile France :

Le lycée M. Eliot est chargé :

D'aider en tous points et au mieux la Région Île de France pour la mise en œuvre d'une solution temporaire permettant la restauration dans une salle ou la fourniture de repas pour ses convives, en cas d'empêchement du collège d'assurer l'une de ces missions.

Article 7 : Clauses communes, aux parties en matière d'obligations

7.1 RESPONSABILITES :

Assurance :

Chaque partie garantit sa responsabilité, soit en restant son propre assureur (sur ces propres deniers), soit en souscrivant un ou des contrats d'assurance maintenu(s) en vigueur durant la convention, afin de couvrir les risques, liés à l'exécution de cette coopération.

Dommmages aux tiers :

Chaque partie est responsable dans les conditions de droit commun : des dommages que son personnel ou ses biens peuvent causer, aux tiers, lors de l'exécution du contrat.

Dommmages aux biens :

Chaque partie est responsable des dommages qu'elle pourrait causer aux biens mobiliers et/ou immobiliers des autres parties, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la convention, dans les conditions de droit commun.

Dommmages au personnel :

Chaque partie est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel des autres parties.

Par ailleurs, les dommages du personnel relevant des accidents du travail ou des maladies professionnelles sont garanties soit par la Collectivité employeur (pour les titulaires) soit la Sécurité sociale (pour les contractuels), conformément à la législation applicable et selon le statut de chaque agent.

7.2. Limitation de responsabilité

7.2.1. Les parties à la présente convention ne peuvent être tenues pour responsables suite à un incident survenu, d'une intolérance alimentaire non déclarée par un usager de la restauration scolaire ou lorsque le protocole PAI décrit à l'article 6.2.1. n'a pas été respecté.

7.2.2. De même, les parties au contrat se réserveront le droit de refuser l'accueil d'un usager (élève, commensal) si elles estiment que les conditions de sécurité alimentaires ou les modalités d'accueil et d'encadrement ne sont pas satisfaisantes et présentent un risque potentiel pour l'usager.

TITRE IV : Dispositions financières

Article 8 : Obligations du collège

8.1 Facturation

1°) au lycée :

Le collège émet, à la fin de chaque trimestre, une facture au lycée basée sur les repas commandés, à partir du tarif public départemental « lycéen » que le Département tarifie de la même manière que « les collégiens hébergés » par la Région Ile-de-France. A titre indicatif, aux terme de l'arrêté du 8 avril 2021 de la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France , ces tarifs communs au Département et à la Région sont de 3,79 € /repas au forfait et 4,09 €/repas au ticket, tel que cité en annexe et applicables à la présente convention.

Toute modification de tarif « lycéen » fera l'objet d'un avenant à la présente convention et il lui sera annexé.

Le lycée établit ses droits constatés de demi-pensionnaires et des lycéens externes et les verse, dans leur intégralité à la fin de chaque trimestre à l'agence comptable du collège La Vallée.

Si le collège, pour des difficultés de trésorerie, a besoin du versement d'un acompte sur les recettes de restauration scolaire du lycée, il pourra le solliciter auprès du lycée et de son agent comptable et en informera par mail le service moyens de fonctionnement des collèges au Département, tant de la demande d'acompte effectuée que une fois ce dernier perçu.

Les tarifs de la présente convention sont entendus toutes taxes comprises.

Dans ce coût / repas sont compris : les denrées et les frais de production (contrats d'entretien relatifs à la maintenance des équipements de cuisine, la dératisation, les bacs à graisse, les diverses fourniture de production des repas, les produits d'entretien de la cuisine, les vêtements du personnel de cuisine, les barquettes : films, étiquettes) et de distribution (contrats relatifs aux cartes de pointage, tapis roulants, lave-vaisselle, les diverses fourniture [plateaux, assiettes, couverts, brocs], les produit d'entretien de la salle de restauration) des repas.

2°) aux commensaux du lycée :

La gestionnaire du collège gère la délivrance, le remplacement (si besoin en cas de perte) et l'approvisionnement des cartes de cantines par les commensaux du lycée qui s'inscrivent à la restauration scolaire, directement auprès d'elle.

Ces derniers sont tarifés, selon leur indice de traitement de base, selon les 4 tarifs en vigueur du Département de l'Essonne, pris par arrêté du 7 juin 2021 n° 2021-DEC-FONC-0162, soit :

- 2,47 €/repas pour les l'IM < à l'indice 326 (revu tous les 1^{ers} janvier selon l'indice « avantage en nature repas » publié par l'URSAFF)
- 3,49 €/repas pour les IM entre l'indice 326 et l'IM 465
- Et 4,80 €/repas pour les indices > à 466.

En cas de révision des tarifs commensaux, ils seront annexés à la présente convention, au même titre que l'évolution du tarif du public hébergé en restauration scolaire, dans un autre EPLE, visé en annexe 1 de la présente convention.

3°) aux extérieurs du lycée :

La gestionnaire du collège gère la délivrance et fait payer aux extérieurs du lycée comme du collège, leur ticket à 7,63 € /repas.

Article 9 : Obligations du lycée

9.1 Vis-à-vis du collège :

Le lycée M. Eliot se libère des sommes dues au collège, en mandant le montant des factures

Auprès de l'Agence comptable du collège La Vallée d'Epinay sous Sénart : Lycée Louis Armand
N° de compte : FR76 1007 1910 0000 0010 0236 738 - TRPUFRP1

Les factures établies par le collège sont réglées dans un délai de 30 jours, à compter de leur remise.

Toute facture n'ayant fait l'objet d'aucune contestation écrite du lycée M. Eliot, adressée au collège La Vallée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai d'un mois suivant la date de la facture, est réputée acceptée par le lycée et ne peut, en conséquence, faire l'objet d'aucune contestation. Ce délai étant totalement indépendant du délai de paiement

de ladite facture. Des ajustements de facturation auront lieu ultérieurement sur les factures à venir, le cas échéant, si les contestations s'avèrent fondées.

Au cas où un désaccord naît et persiste sur le montant d'une facture, il sera fait application des clauses de l'article 13 de la présente convention.

9.2 Vis-à-vis des usagers de la restauration scolaire

Le lycée se charge de la facturation trimestrielle et du recouvrement (après suivi et relances, si besoin) des recettes auprès des demi-pensionnaires (3,79 € /repas) et des lycéens externes (4,09 € /repas).

Article 10 : Obligation de la Région

La Région devra transmettre au collège et au Département, par mail dans les 5 jours ouvrés où le tarif « hébergement en Restauration scolaire » de la Région est devenu exécutoire et, en tout cas, avant le 30 mars, tout arrêté de Madame la Présidente ou toute délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France le fixant ou le reconduisant, pour la rentrée scolaire prochaine.

Ce nouveau tarif communiqué sera aussitôt pris en compte par le collège pour la facturation du lycée.

TITRE V : Vie du contrat

Article 11 : Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties, jusqu'au 20 juillet 2022. Elle est reconductible tacitement pour une durée d'une année scolaire au maximum 3 fois jusqu'au 20 juillet 2025 et ne peut excéder une durée totale de 4 années scolaires

Article 12 : Résiliation

12.1 Résiliation pour force majeure

Aucune partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure, au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence française.

La partie invoquant la survenance d'un cas de force majeure devra en aviser les autres par lettre en RAR, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de sa survenance, en décrivant avec précision l'événement invoqué et en communiquant toute preuve et tout élément d'appréciation concernant cet événement, son incidence sur l'exécution des obligations contractuelles et sa date anticipée de fin.

Le contrat pourra alors être suspendu pour une durée maximale de 30 jours calendaires, à compter de la notification du cas de force majeure, à charge pour la partie qui l'invoque de trouver une solution pour reprendre l'exécution de ses prestations, dans les meilleurs délais, durant ce délai maximum. Elle informera, aussitôt, les autres parties de la reprise de ses prestations, ainsi que de l'arrêt de la suspension du contrat, par tout moyen matériel ou dématérialisé actant cette notification.

Si cette cause de force majeure n'est pas invoquée par la Région, elle serait appelée à prendre le relais des prestations de restauration scolaire que le collège et le Département seraient dans l'impossibilité d'accomplir vis-à-vis du lycée durant le délai de suspension de l'exécution des prestations.

A l'issue du délai de 30 jours calendaires, si les prestations ne parviennent pas à être reprises ou poursuivies, le contrat pourra être résilié.

12.2 Résiliation pour inexécution des prestations

La résiliation anticipée de la convention peut intervenir à l'initiative de n'importe quelle partie, si une des obligations n'est pas remplie totalement et qu'aucune solution n'a été mise en place pour y remédier par la partie défaillante.

Un préavis de 6 mois doit être respecté, par le co-contractant à l'initiative de la résiliation, avant la date de prise d'effet fixée pour la résiliation, avant de la notifier aux autres parties.

La résiliation effective ne pourra intervenir avant la fin d'une année scolaire.

Pendant ce délai de 6 mois, il appartiendra à la ou les parties dont les obligations ne sont pas totalement exécutées de trouver des solutions, dans les meilleurs délais, pour les honorer et annuler la résiliation en le notifiant par lettre en RAR aux autres, via l'indication d'une date de reprise de ses obligations.

En outre, le contrat pourra être résilié, de plein droit, à tout moment par le Département ou le collège si la production des repas ou panier repas ou l'accueil des usagers du collège dans la salle de restauration sont suspendus totalement pendant plus d'un mois, pour raison technique, d'approvisionnement ou de lourds travaux programmés. Ceci, sans possibilité de propositions de solutions de substitution par le Département ou le collège. La résiliation prendra effet, un mois calendaire après réception du courrier de résiliation, adressé par la Région ou le lycée au collège et au Département. Ces derniers bénéficiant de ce mois de préavis pour tenter de proposer une solution de substitution.

Article 13 : Renonciation

En dehors du cas de contestation de facture visé à l'article 9.1., le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement à l'une quelconque des obligations des autres parties, ne saurait en aucun cas être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause ou à une obligation de nature différente.

Article 14 : Litiges

Le contrat est soumis et interprété conformément au droit français. En cas de difficulté d'interprétation ou sur l'exécution du contrat, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux français compétents seront saisis.

Fait en 4 exemplaires à Epinay-sous-Sénart, le

Pour la Région Ile de France La Présidente du Conseil régional d'Ile de France Valérie Pécresse	Pour le Département de l'Essonne Le Président du Conseil départemental de l'Essonne, Le 9 ^e Vice-Président en charge de la vie éducative et des collèges, par délégation, Jérôme Bérenger
Pour le lycée M. Eliot d'Epinay sous Sénart Madame la Proviseure, Emmanuelle MENESTREAU	Pour le collège La Vallée d'Epinay sous Sénart Madame la Principale, Marie-Christine GOY

ANNEXE 1

TARIFS REPAS « PUBLIC HEBERGE EN RESTAURATION SCOLAIRE »

REPAS ELEVES	3, 79 € au forfait / 4,09 € au ticket
---------------------	--

***Evolution du tarif repas, public hébergé en restauration scolaire dans un autre établissement, de la Région Ile de France, selon arrêté de son exécutif ayant reçu délégation de son assemblée délibérante ou vote de son assemblée délibérante.**

**Annexe V - convention hébergement Lycée Léo
Lagrange et Collège Pierre Brossolette**

Convention d'hébergement des élèves du collège Pierre Brossolette au sein de la restauration scolaire du lycée Léo Lagrange

Entre

Le lycée Léo Lagrange, sis ... représenté par XXX, Proviseur(e)

Et

Le collège Pierre Brossolette , sis ... représenté par XXX, Principal(e)

ET

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie Péresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, habilitée par la délibération de la Commission permanente n°2022-058 en date du 28 janvier 2022. Ci-après dénommée la « Région »,

ET

Le département de Seine Saint Denis, sis ... représenté par

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I : Objet de la convention

Article 1:

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fourniture de repas et d'hébergement par le lycée Léo Lagrange, à destination des élèves demi-pensionnaires et des commensaux du collège Pierre Brossolette durant les travaux de rénovation.

Article 2 : Confection des repas

Le collège Pierre Brossolette indiquera le nombre de repas à produire en faveur de ses élèves demi-pensionnaires ainsi que des convives passagers qui sont admis au sein du restaurant scolaire d'une semaine sur l'autre (lundi au lundi). Cette démarche devra faire l'objet d'une communication écrite adressée au Lycée Léo Lagrange.

Si le collège Pierre Brossolette souhaite que des paniers repas soient confectionnés pour ses élèves, une demande doit être formulée par courriel auprès du lycée Léo Lagrange 15 jours à l'avance.

Le lycée Léo Lagrange s'engage à respecter la réglementation en vigueur et en particulier :

- Les repas servis sont conformes à la réglementation concernant la confection des repas, l'hygiène, notamment l'application de la méthode HACCP, et la diététique.

Article 3 : Composition et établissement des menus

Les menus prévisionnels sont établis par le lycée Léo Lagrange pour une période de 4 semaines et communiqués au collège Pierre Brossolette. Ils seront conformes à la qualité nutritionnelle des repas tels qu'il est prévu dans la réglementation en article 2.

Le lycée Léo Lagrange s'engage à informer le collège Pierre Brossolette de toute modification qu'il pourrait apporter au menu prévisionnel, notamment au regard de contraintes d'approvisionnement.

Le menu est composé :

- d'une entrée ;
- d'un plat et un accompagnement ;
- d'un laitage ;
- d'un dessert ;
- de pain.

Article 3 : Effectifs concernés

Les effectifs du collège concernés par la demi-pension sont de **110** demi-pensionnaires en moyenne, les lundi, mardi, jeudi et vendredi.

Le collège Pierre Brossolette s'engage à élaborer un planning en début de période des effectifs prévisionnels qui recense le nombre d'élèves inscrits et tient compte des absences programmées (sorties scolaires, voyages, stages) et à le communiquer au lycée Léo Lagrange.

Afin de permettre le meilleur ajustement des commandes, le collège s'engage à signaler au lycée Léo Lagrange les ajustements d'effectifs de ce planning par téléphone ou par courriel dans les meilleurs délais.

Article 4 : Organisation du service

Le collège Pierre Brossolette est chargé de l'inscription des collégiens et collégiennes au service de la restauration, de la gestion des cartes des demi-pensionnaires, de l'établissement des droits constatés, de la facturation des repas et du recouvrement des recettes auprès des familles.

Les collégiens partiront du collège Pierre Brossolette à 11h pour un début de restauration à 11h15. Le déplacement s'effectuera avec un encadrement de 3 personnels Education nationale du collège Pierre Brossolette (estimation du trajet à pieds : 10 minutes).

Les convives ont accès au restaurant à partir de 11h15. Le service de demi-pension en faveur des collégiens est donc prévu de 11h15 à 12h30.

Article 5 : Surveillance des élèves

Les élèves viennent au lycée Léo Lagrange sous la responsabilité et la surveillance du collège Pierre Brossolette. A cet effet, les personnels du collège sont chargés d'assurer la surveillance des élèves durant leur présence au sein du lycée Léo Lagrange. A l'issue du service, les collégiens repartent encadrés de leurs accompagnants.

Article 6 : Règlement intérieur

Les élèves hébergés sont soumis au règlement intérieur du lycée Léo Lagrange d'accueil pendant leur présence dans les locaux.

Les problèmes de vie scolaire qui pourraient être posés par des élèves au sein du lycée Léo Lagrange feront l'objet d'une concertation entre les établissements par entretien entre les conseillers principaux d'éducation, rapports écrits ou tout autre moyen.

Les sanctions éventuelles relèvent du conseil de discipline de l'établissement où les élèves sont scolarisés.

Toutefois le lycée Léo Lagrange, en accord avec le collège Pierre Brossolette, peut décider, à titre conservatoire, l'exclusion temporaire ou définitive d'un élève hébergé en raison de son comportement.

Article 7 : Modalités de mise à disposition de personnel

Il est prévu la mise à disposition de 3 agents départementaux pour assurer le bon fonctionnement du service. Le lycée Léo Lagrange accueillera environ 110 collégiens et collégiennes, ce qui montera ses effectifs de préparation à environ 250-260 demi-pensionnaires. Afin de respecter les protocoles sanitaires, 3 services seront donc organisés.

- 2 agents (de 6h30 à 14h30 responsable d'office et agent polyvalent). A cet effet, l'agent polyvalent sera remplacé au collège par un autre agent en insertion les lundis, mardis, jeudis et vendredis (de 6h30 à 11h30) afin que son secteur effectué habituellement le matin soit entretenu.
- 1 agent polyvalent interviendra de 10h à 14h30 au lycée, puis reviendra sur le collège Pierre Brossolette jusqu'à 18h afin d'entretenir son secteur.

Les 3 agents départementaux réintégreront le collège Pierre Brossolette le mercredi à temps complet, sauf exceptionnellement le responsable d'office, lorsque le chef de cuisine au Lycée Léo Lagrange aura besoin d'aide pour la confection d'un dessert pour le jeudi midi.

Article 8 : Modalités de prêt de matériel

Il est convenu pour le bon fonctionnement du service incluant 110 demi-pensionnaires supplémentaires que les matériels figurant en annexe 2 soient mis à disposition par le collège Pierre Brossolette ainsi que le Département.

Ces derniers devront être restitués au collège Pierre Brossolette à l'issue de la présente convention.

TITRE II : Dispositions financières

Article 9 : Facturation

La facturation du service est réalisée mensuellement par le lycée Léo Lagrange en fonction du nombre de repas commandés.

Le prix des repas « collégiens » hébergés par le lycée Léo Lagrange correspond au tarif en vigueur tel que fixé chaque année par le Conseil régional d'Île-de-France, **soit 3,79 €** comme indiqué en annexe 1 à la présente convention.

Ce tarif fait l'objet d'un arrêté annuel signé par la présidente du Conseil régional avant le démarrage de l'année scolaire.

Article 10 : Paiement

Les prestations de repas sont facturées par le lycée Léo Lagrange au collège Pierre Brossolette à partir de l'état définitif des repas commandés.

Les factures établies par le lycée devront être réglées dans un délai de 60 jours au plus à compter de leur remise.

Toutes factures n'ayant fait l'objet d'aucune contestation écrite adressée au lycée Léo Lagrange par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois suivant la date de la facture, est réputée acceptée par le collège Pierre Brossolette et ne peut, en conséquence, faire l'objet d'aucune contestation, ce délai étant totalement indépendant du délai de paiement de ladite facture.

TITRE III : Dispositions techniques

Article 11 : Période d'ouverture du SAH

Le lycée Léo Lagrange n'assurera pas de production de repas en dehors de la période d'ouverture de sa demi-pension. En cas de fermeture exceptionnelle, en dehors des périodes de vacances scolaires, le lycée Léo Lagrange doit avertir le collège Pierre Brossolette dans les meilleurs délais.

TITRE IV : Durée de la convention et disposition juridiques

Article 12: La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les parties. Elle couvre une période de quatre mois à compter du 08 novembre 2021.

En cas de prolongement de travaux, un avenant de prolongation pourra être conclu.

Article 13: La résiliation anticipée de la présente convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties. Cette résiliation doit être notifiée par une lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de six mois.

La résiliation effective ne peut intervenir avant la fin d'une année scolaire.

Le Conseil régional d'Île-de-France et le Département de Seine-Saint-Denis doivent être informés dans les meilleurs délais de cette résiliation anticipée.

Article 14: Modifications de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci défini d'un commun accord entre les parties.

Article 15: Règlement des litiges

Les parties conviennent qu'en cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, le Département et la Région peuvent décider d'organiser une rencontre exceptionnelle visant à la conciliation des différentes parties

En cas d'échec de la procédure de conciliation prévue à l'alinéa précédent, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département ou la Région par la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la décision de résiliation.

Article 16 : Cession - Sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des activités du collège visiteur Pierre Brossolette, toute cession de droits en résultant est interdite.

Article 17 : Responsabilité

Assurance :

Chaque partie garantit sa responsabilité, soit en restant son propre assureur (sur ses propres deniers), soit en souscrivant un ou des contrats d'assurance maintenu(s) en vigueur durant la convention, afin de couvrir les risques, liés à l'exécution de cette coopération.

Dommages aux personnes :

Chaque partie est responsable dans les conditions de droit commun : des dommages que son personnel ou ses biens peuvent causer, aux personnes, lors de l'exécution du contrat.

Dommmages aux biens :

Chaque partie est responsable des dommages qu'elle pourrait causer aux biens mobiliers et/ou immobiliers des autres parties, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la convention, dans les conditions de droit commun.

Dommmages au personnel :

Par ailleurs, les dommages du personnel relevant des accidents du travail ou des maladies professionnelles sont garanties soit par la Collectivité employeur (pour les titulaires) soit la Sécurité sociale (pour les contractuels), conformément à la législation applicable et selon le statut de chaque agent.

Article 18: Accès aux locaux/Sécurité Incendie

Les consignes d'accès aux locaux et de sécurité répondent au règlement intérieur du lycée.

Article 19 : Intervention d'urgence

En cas d'urgence, les procédures d'urgences et d'évacuations du Lycée Léo Lagrange doivent s'appliquer comme défini à l'article 19 de la présente convention. Un document récapitulatif des consignes de sécurité est annexé à la présente convention et affiché dans les locaux.

Article 20 : Dégradation et Dysfonctionnement

Toute dégradation ou tout dysfonctionnement entravant le bon déroulé de l'hébergement des élèves au sein du lycée donnera lieu à une concertation entre les établissements, dans le respect des clauses liées de responsabilités en article 17 de la convention.

Fait à xx le ...

Pour le lycée Léo Lagrange
La Provisure Mme Hayatt AYADI

Pour le collège Pierre Brossolette
Le Principal M. Thierry MERLET

Pour la Région Ile de France
xx

Pour le Département de Seine St Denis
xx

ANNEXE 1

TARIFS* REPAS

ELEVES	3,79 €
COMMENSAUX Indice ≤ 380	2,71 €
COMMENSAUX Indice > 380 et ≤ 466	4,29 €
COMMENSAUX Indice > 466	5,32 €
ADULTES PASSAGERS	6,34 €

*Evolution du tarif repas est soumis à un arrêté annuel.

ANNEXE 2

Inventaire matériel 1/2 Pension Pierre Brossolette redéployé à Léo Lagrange Bondy

Typologie matériel	Quantité
Plateaux	171
Petites assiettes	57
Ramequins	140
Verres	127
Grandes cuillères	10
Petites cuillères	30
Raviers	21
Couteaux	153
Fourchettes	53
Bols	91
Brocs (d'eau)	17

Matériel prêté par le collège Pierre Brossolette et le Département

- 2 armoires froides mobiles de maintiens au chaud 20 niveaux
- 1 chariot chauffe-assiettes
- 1 chariot à plateaux à niveau constant
- 1 chariot inox
- 1 chariot de service 3 étages
- 1 four 20 niveaux
- 2 vestiaires 2 cases